



L'ACTION FRANÇAISE

2
0
0
0

« Tout ce qui est national est nôtre »

3 € | N° 2788 | 64^e année | Du 18 février au 3 mars 2010 | Paraît provisoirement les premier et troisième jeudis de chaque mois | www.actionfrancaise.net

Une violence "ordinaire"

Les professeurs du lycée Adolphe-Chérioux de Vitry-sur-Seine qui refusent de reprendre leurs cours depuis l'agression dont a été victime dans l'établissement un élève de quatorze ans et qui demandent une présence policière accrue, se trouvent devant un cas de violence ordinaire en milieu scolaire. Ils ouvrent maintenant les yeux, et l'on peut se demander combien d'entre eux ont contribué à semer la pagaille dans les écoles par un "pédagogisme" très rousseauiste à la mode il n'y a guère, et qui voulait qu'aucune autorité ne fût imposée aux enfants. L'on devait alors ouvrir les cours de récréation pratiquement à tous les vents et la violence n'avait plus de frein...

Nous déplorons ces choses depuis des lustres, mais cela continue alors que M. Sarkozy s'est fait élire comme le champion de la « sécurité » ! Et à chaque occasion il ressort le couplet de la « sanctuarisation » des établissements... Alors pourquoi M. Luc Chatel, ministre de l'Éducation nationale, refuse-t-il depuis deux semaines à ces professeurs indignés une protection policière indispensable ? Ils ne font que demander la sécurité pour leurs élèves et un peu de considération pour eux-mêmes. M. Chatel n'en a cure. Le poltron attend que cela se calme... Les considérations budgétaires passent avant le droit de ne pas risquer sa vie en allant à l'école ! Voilà la grande et meurtrière contradiction de ce gouvernement qui se gargarise d'effets d'annonces et qui est incapable de se faire respecter. Une fois de plus la France a l'air d'être embarrassée de sa jeunesse. C'est le signe de la pire des décadences. ■

Georges Frêche

président !



voir page 3

RETRAITES

La course à l'abîme

Confronté aux méfaits de l'incurie républicaine, Nicolas Sarkozy pourrait bien se casser les dents sur la réforme des retraites.

La question des retraites, lancinante et diviseuse, n'a pas fini d'empoisonner la vie politique. Il faut pourtant bien se rendre à l'évidence : les caisses sont vides ! Aujourd'hui, sur dix retraites versées, une n'est pas financée. Dans dix ans, ce sera une sur huit. M. Sarkozy, rappelant ces chiffres alarmants aux syndicats qu'il recevait ce lundi 15 février, a tenté de les rassurer en leur annonçant qu'il ne prendrait pas de mesure avant au moins cinq mois de concertation. Cela ne les empêchera pas d'organiser une journée d'action le 23 avril, il leur faut bien

tenir leurs troupes en mains ! On trouvera toujours quelque raison de descendre dans la rue... Pas plus sérieux, le Parti socialiste, en dépit de quelques hésitations vite oubliées de Martine Aubry, se raidit à outrance dans son refus de discuter sur l'âge de départ à la retraite ; il s'en tient à soixante ans, comme à un acquis social, comme aux catastrophiques trente-cinq heures... Il n'a rien appris ni rien oublié depuis les temps démagogiques d'après 1981. M. Sarkozy, va devoir de nouveau se lancer dans de grandes envolées, genre "travailler plus

pour gagner plus", mais il aura plus de mal à faire passer un report de l'âge de la retraite qu'il n'en a eu à instaurer la coutume pourtant anticatholique du travail le dimanche. Signe des temps décadents... Quoi qu'il dise il est coïncé par les échéances électorales. Il semble avoir trouvé le moyen de chasser les retraites de la campagne pour les régionales, mais peu après commencera à s'ouvrir la pré-campagne pour l'élection présidentielle... De toute façon les caisses ne se rempliront pas par miracle. On n'osera jamais trop dire que le

mal actuel est dû aux politiciens de ces quarante dernières années, apprentis sorciers égoïstes, qui n'ont pas su prévoir qu'en l'absence d'une véritable politique familiale entretenant la natalité, on ne pourrait plus payer les retraites. Les enfants empêchés de naître par l'avortement légalisé, par le manque d'aides aux familles qui ne peuvent plus être nombreuses, par trop d'incitations pour les mères à travailler hors de chez elles... seraient aujourd'hui les actifs qui paieraient les retraites des "seniors", lesquels vivent de plus en plus longtemps. Et la situation sera pire dans les années à venir. Gémir ne servira de rien si l'on ne dénonce pas l'incurie de la République, incapable de concevoir une politique dans la durée. Il faut vite changer de politique... et de régime. ■

Michel Fromentoux

FRANCE



Le président en campagne... électorale :

Sarkozy visite les zones rurales

PAGE 5

EUROPE



Royaume-Uni, Allemagne, France :

La défense entre utopie et réalisme

PAGE 6

IDÉES



Une critique du féminisme :

Le dernier avatar de l'égalitarisme

PAGE 16



CRISE GRECQUE

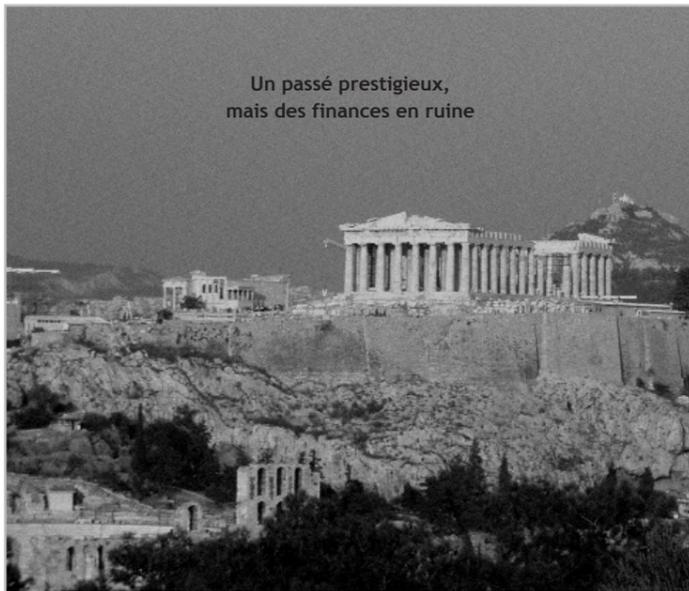
L'euro face aux marchés

L'Europe espère décourager les attaques spéculatives contre un euro fragilisé. Même dans les affres de la récession, cependant, les dirigeants européens ne renoncent pas aux calculs plus ou moins médiocres...

À quelque chose malheur est bon. La crise grecque ramène au principe de réalité, qui confirme tout bonnement qu'un État, comme un particulier, ne saurait indéfiniment accumuler les dettes sans encourir une sanction, la faillite ou la mise sous tutelle. Ce désordre européen montre aussi que la monnaie unique ne constitue pas une assurance tous risques. On s'en doutait un peu, sans qu'il soit nécessaire de rouvrir le procès de Maëstricht et du traité de Lisbonne.

Tricherie et laxisme

Les principaux dirigeants européens l'ont répété à satiété ces derniers jours : la Grèce ne risque pas la faillite, l'Union européenne ne va pas la laisser tomber. Il s'agissait de décourager les attaques spéculatives des marchés financiers contre un euro fragilisé et en même temps de lier les mains du Premier ministre grec Georges Papandréou. En attendant une éventuelle aide à ce pays surendetté, avec un déficit public de 12,7 % sur le PIB en 2009. Soit dit en passant, on est bien loin des fameux critères de convergence qui, en principe, interdisaient à chaque pays de la zone euro d'afficher un déficit supérieur à 3 % du PIB. Il est vrai qu'un pays réputé solvable comme la France n'a pas donné le meilleur exemple ; les agences de notation l'ont d'ailleurs à l'œil.



Certes, l'onde de choc provoquée par la crise des *subprimes* aux États-Unis a ébranlé les assises économiques de la plupart des pays industrialisés, mais la débâcle grecque a des causes spécifiques. La première d'entre elles est la tricherie. Membre de l'Union européenne depuis 1981 et dès lors au bénéfice d'importants subsides communautaires, la Grèce a obtenu sa qualification pour l'euro en 2001 en falsifiant ses comptes publics, sans que la Commission de Bruxelles, habituellement si vétilleuse, n'y voit quoi que ce soit.

Prébendes

Pendant ce temps, les gouvernements successifs d'Athènes ont pu maintenir artificiellement un secteur public pléthorique et, au moyen de prébendes, s'assurer une clientèle politique. Ce qui pose, bien entendu, un problème de gouvernance dans la zone euro. Un tel laxisme n'a pas échappé aux marchés - terme générique qui désigne aussi bien les fonds de pension que les organismes auprès desquels les États ont emprunté des milliards ces derniers mois pour financer leurs plans de relance, sans grand résultat -, d'où les attaques contre les maillons faibles de la zone euro, la Grèce et dans une moindre mesure l'Es-

pagne et le Portugal. Avec pour conséquence une dépréciation de la monnaie unique, notamment par rapport au dollar.

Sévère discipline

Cette dépréciation a pour effet d'avantager, ou du moins de soulager, les exportateurs européens, mais simultanément de renchérir les importations payées en dollars, comme le pétrole. Ces phénomènes mécaniques sont toutefois marginaux en comparaison des risques de propagation du "virus" grec et, au final, de désintégration de l'Euroland. C'est pourquoi l'affolement a gagné les chefs d'État et de gouvernement qui, toute affaire cessante, se sont réunis la semaine dernière à Bruxelles, à l'initiative du président - désormais permanent - du Conseil européen, Herman Van Rompuy, avec le soutien appuyé du chancelier Angela Merkel et du président Sarkozy. L'objectif était d'abord, nous l'avons dit, de donner un signal fort aux marchés tout en promettant une aide concrète à la Grèce. En contrepartie, le gouvernement socialiste de Papandréou devra se plier à une sévère discipline afin de réduire les dépenses publiques ; ce plan d'austérité prévoit le gel total des salaires des fonctionnaires, la baisse

des dépenses de santé, le relèvement de l'âge légal de départ à la retraite, etc. Autant de mesures qui, cumulées, paraissent difficilement applicables dans un pays où la population, habituée au laxisme ambiant, vit largement à crédit sans se départir d'un esprit revendicatif. De leur application effective dépend toutefois l'ampleur et la nature de l'aide sur laquelle travaillaient en ce début de semaine les ministres européens des Finances. La marge de manœuvre est étroite puisque les traités ne prévoient pas le sauvetage d'un pays de la zone euro, alors que la Banque centrale européenne ne peut accorder un prêt aux États. L'exercice consistait donc à contourner ces interdictions.

Arrière-pensées

On a vu que trois acteurs se détachaient dans cette opération de secours : Merkel, Sarkozy et Van Rompuy. L'intervention énergique des deux premiers tient pour une part au fait que les banques allemandes et françaises sont les plus exposées de la zone euro en cas de défaut de paiement de la Grèce, mais aussi de l'Espagne et du Portugal. En occupant le devant de la scène, Nicolas Sarkozy s'est en outre employé à défendre son idée, déjà ancienne, de « *gouvernement économique* » de l'UE - sans convaincre Angela Merkel, l'Allemande n'ayant pas grand-chose à y gagner. Le président de la République n'a pas perdu de vue les enjeux de politique intérieure. Sa ferme opposition à une aide du Fonds monétaire international, recours jugé humiliant pour l'Europe, n'obéissait pas uniquement à un juste principe. Ce faisant, Nicolas Sarkozy voulait éviter que le directeur général du FMI Dominique Strauss-Kahn, adversaire potentiel à l'élection présidentielle de 2012, ne joue un rôle clé dans le sauvetage de l'euro. Quant à Herman Van Rompuy, il poursuit lui aussi un but non avoué : le président du Conseil européen voudrait qu'il y ait à l'avenir plus de sommets à vingt-sept pour empêcher la multiplication des sommets bilatéraux, surtout franco-allemands. Ainsi, même dans les affres de la récession, les dirigeants européens ne renoncent pas aux calculs plus ou moins médiocres. La diablerie des marchés peut encore donner carrière à son inventivité. ■

Guy C. Menuisier

» PRESSE 2.0

La presse française, comme son homologue américaine, s'essaie à rompre avec le "tout gratuit" en ligne. En témoigne l'initiative du *Figaro* : « *Le site gratuit demeure, mais une partie de son contenu sera désormais en accès payant ; ce sera le cas pour certaines informations, les chroniques ou les éditoriaux tout comme le carnet du jour, a précisé Pierre Conte, directeur général adjoint du groupe.* » (AFP, 12/02/2010)

» LOPPSI II

Le projet de loi sur la sécurité intérieure a été adopté par l'Assemblée nationale mardi 15 février. Entre autres mesures controversées, il prévoit la possibilité de demander aux fournisseurs d'accès, sur décision judiciaire, de bloquer des sites réputés pédopornographiques. « *La mise en place d'un système généralisé de filtrage du net est une première en France* », observe Erwan Cario (*Écrans*, 09/02/2010). Commentant un discours de Brice Hortefeux, notre confrère affirme que « *le but est [...] clairement que moins d'internautes tombent "involontairement" sur un contenu illégal* ». Or, poursuit-il, « *comment lutter contre la pédopornographie en "luttant" contre les signalements ?* » « *Mettre en place un système de filtrage aussi coûteux et risqué avec comme seul objectif de diminuer des "accidents" qui ne concernent qu'une infime partie de la population connectée* » lui semble donc « *un peu aberrant* ».

» SÉCURITÉ

Les États-Unis font face à des menaces « *graves et importantes* » sur Internet, a affirmé sur NBC John Brennan, conseiller du président Obama. « *C'est un défi très complexe et compliqué mais nous travaillons en étroite liaison avec le secteur privé* », a-t-il expliqué. (AFP, 08/02/2010) En pleine crise avec les autorités chinoises, Google vient de solliciter l'aide de la NSA, rapporte le *Washington Post*.

» LIBERTÉ

L'accès à Gmail serait suspendu en Iran. Les internautes seraient invités à utiliser un nouveau service national de messagerie. Cela pour « *stimuler le développement local des technologies Internet et instaurer la confiance entre le peuple et le gouvernement* », selon les propos de l'Agence iranienne des télécommunications, rapportés par le *Wall Street Journal* et cités par Camille Gévaudan (*Écrans*, 11/02/2010).

L'ACTION FRANÇAISE

10 rue Croix-des-Petits-Champs
75001 Paris
Tél. : 01 40 39 92 06 - Fax : 01 40 26 31 63
www.actionfrancaise.net
redaction@actionfrancaise.net
secretariat@actionfrancaise.net
abonnements@actionfrancaise.net
ISSN 1166-3286

Directeur de 1965 à 2007 : Pierre Pujot (*)
Directeur de la publication : M.G. Pujot
Directeur éditorial : Gérard Bedel
Rédacteur en chef : Michel Fromentoux
Rédacteur graphiste : Grégoire Dubost

Politique française :
Guillaume Chatizel, Jean-Philippe Chauvin,
Antoine Goursky, Stéphane Piolenc

Société :
Stéphane Blanconnet,
Jean-Pierre Dickès, Michel Fromentoux

Europe :
Charles-Henri Brignac,
Grégoire Dubost, Guy C. Menuisier

Monde :
Philippe Maine, Pascal Nari

Histoire :
Michel Fromentoux, Yves Lenormand,
René Pillorget, Frédéric Winkler

Culture :
Anne Bernet, Monique Beaumont,
Charles-Henri Brignac, Alain Waelkens

Chroniques :
Jean-Baptiste Morvan

Combat des idées :
Gérard Baudin, Stéphane Blanconnet

Abonnements, publicité, promotion :
Monique Lainé

En 1946 était publié aux éditions du Soleil, sous le pseudonyme d'Arouet (le véritable nom de Voltaire), un petit roman satirique qui montrait la folie criminelle de la France victime de ses "libérateurs" après l'avoir été des hordes hitlériennes. Malheureusement, notre pauvre pays reste l'Absurdie, le pays de Marianne, et la sottise des classes dirigeantes ne s'est pas améliorée.

VOYAGE EN ABSURDIE

Georges Frêche président !

« Le pays de Marianne est toujours l'absurdie... » En témoigne, jour après jour, le spectacle offert par nos dirigeants politiques. « Ils ne savent que se faire élire et profiter des places... » Georges Frêche, lui, ne s'en cache pas.

Idéologie trouble

On croit rêver. Le modèle français, fondé sur un égalitarisme aveugle et forcené, a mené notre école à la débâcle la plus complète, au point que le baccalauréat passe pour une sinistre plaisanterie. Il a fallu créer la Certification Voltaire pour rassurer les entreprises sur le français des jeunes gens en quête d'emploi. Après les années d'école primaire, de collège et de lycée, le baccalauréat est si déconsidéré qu'il faut payer 59,90 euros pour se présenter à la Certification Voltaire, trois cents questions sur l'orthographe, la syntaxe et le vocabulaire français auxquelles on doit répondre en deux heures et demie et qui permettent de ne pas être soupçonné d'analphabétisme par un éventuel employeur que la mention du baccalauréat laisse dubitatif. Le bac ne vaut même pas le vieux certificat d'études primaires ! Et les syndicats de l'enseignement de réclamer « des moyens » et de lancer des grèves pour un oui ou pour un non. On devrait apposer sur les portes des lycées d'État : fermé pour cause de faillite. Continuons notre Voyage en Absurdie. L'ancien ministre socialiste Jack Lang a suivi l'été dernier au Goethe Institut de Berlin un stage de perfectionnement en allemand, et voyait dans la création d'un portefeuille de ministre franco-allemand, dont rêvait l'Élysée, un poste taillé sur mesure. Mais l'idée du gouvernement français pour donner un nouvel élan à l'axe Paris-Berlin a été écartée par la chancellerie allemande. La loi fondamentale de l'Allemagne stipule que seuls des ressortissants allemands peuvent être nommés à un poste ministériel. Les Français doivent savoir que leur classe politique professe des sentiments apatrides tout en engageant une réflexion sur "l'identité française".



Preuve de l'absurdité de la classe dirigeante (hommes politiques et haute administration), au moment où il lançait son débat sur l'identité, le gouvernement affaiblissait l'enseignement de l'histoire dans les classes supérieures des lycées ! Son débat se noie lamentablement dans une idéologie trouble : être Français, c'est être républicain. Les monarchistes d'Action française risquent-ils la déchéance civique ? Pour lutter contre l'insécurité, on va instituer un couvre-feu pour les enfants de moins de treize ans, installer des caméras de vidéosurveillance, utiliser de nouveaux fichiers informatiques contre la "petite" délinquance. Que dirait-on d'un médecin qui lutterait contre la cirrhose à un homme à qui il conseillerait par ailleurs de s'adonner aux boissons fortes ? Mettre des caméras de surveillance, engager des surveillants dans les établissements scolaires et abreuver la jeunesse

de cochonneries en tous genres dans les programmes et les activités variées c'est agir de cette manière. Et que penser d'une politique hostile aux familles quand on a mis en place une retraite par solidarité des générations ?

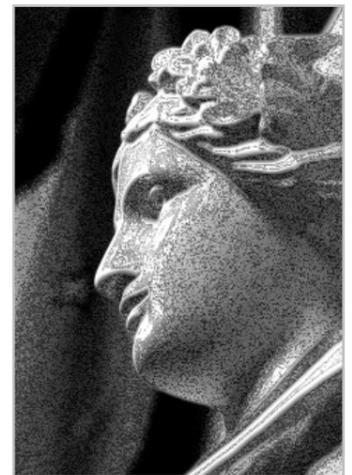
L'internationale de la sottise

Une angoisse m'étreint soudainement. Si cette sottise des politiques est un phénomène purement français, nous courons très rapidement à notre perte. Rassurons-nous, si j'ose utiliser ce mot dans ces circonstances, la plupart des pays ne sont pas mieux lotis que nous et l'internationale de la sottise forme un joli cœur démocratique dans les nations occidentales. Pour lutter contre un réchauffement de la planète contesté par une partie importante des savants et des historiens du climat, les responsables du monde entier se sont réunis avec force délégations

de conseillers et d'experts et ils n'ont pas emprunté les transports en commun. On n'a même pas ri lorsque le président américain qui parlait de réchauffement comme tout le monde, s'est dépêché de rentrer chez lui à cause d'une menace de tempête de neige. Le montant des "missions" et "frais de représentation" de Jose Manuel Barroso s'est élevé à 730 230 euros en 2009 avec 32 457 euros de frais de représentation contre 5 000 à 16 000 euros pour les vingt-six autres membres de la Commission européenne qui ont dépensé au total près de 4 millions d'euros l'an passé. Ces messieurs passent une partie de leur temps en avion, certainement pour soigner la couche d'ozone. Quand je vois le niveau d'inculture et de confusion mentale de la majorité de nos élus, je pense à Aristide Briand qui prenait le concile de Trente pour une réunion de trente curés ; certains de ses successeurs pourraient penser qu'il s'agit de deux équipes de rugby qui s'affrontent sur un terrain.

Frêche : la vraie démocratie

Enfin, en cette période d'incertitudes et de morosité, il nous reste Georges Frêche. C'est le dernier ténor politique puisque M. Le Pen se voit poursuivi dès qu'il émet une phrase dérangeante. Georges Frêche a traité l'hôte de l'Élysée de « grand mamamouchi aux talons compensés », ce qui n'est pas très fort, mais, par les temps qui courent, on se contente de peu. Mais laissons ses boutades. Il y a plus sérieux. Dans une réunion publique en janvier 2009, il s'est laissé aller à dire tout haut ce que beaucoup d'hommes politiques pensent tout bas. L'électeur moyen réagit avec ses entrailles alors qu'on devrait en principe s'adresser à son cerveau. Les personnes intelligentes ne représentant que 5 à 6 %



de l'électorat, on s'adresse à la masse imbecile (il utilise un autre mot en trois lettres). Voilà la démocratie. Voici comment on organise un mandat de six ans pour être réélu : « Les deux premières années, vous devenez un maximum impopulaire, vous leur tapez sur le claque-bec, etc. Ah, salaud ! Le peuple aura ta peau, on t'aura ! Moi je dis : cause toujours ! Je vous emmerde ! Ensuite, deux ans, vous laissez reposer le flan : vous faites des trucs plus calmes. Et les deux dernières années, plus rien du tout, des fontaines, des fleurs et des bonnes paroles, je vous aime, ô Catalans, je vous aime, ô Occitans mes frères, je vous aime. Vous faites un petit institut, une merde pour propager le catalan auprès de quatre gugusses. Tout le monde est content, évidemment ils parlent catalan : comme ça, personne les comprend à trois kilomètres de chez eux. Mais ça leur fait plaisir. » « C'est un jeu ! Qu'est-ce que vous voulez ? Il faut bien en rire. Avant, je faisais ça sérieusement. Maintenant, j'ai tellement l'habitude de la manœuvre que ça me fait marrer. » Quintus Cicéron, dans son *Petit manuel de campagne électorale* à l'usage de son frère Marcus, *De petitione consulatus*, disait la même chose mais en termes plus ornés comme l'exigeait la dignité sénatoriale. Rions des propos de Georges Frêche, mais ne voyons pas en lui un déçu de la démocratie. Les Français étouffent. L'incontinence verbale de Frêche provoque l'indignation de ses pairs, mais elle est si utile : c'est une soupape de sécurité pour la démocratie totalitaire. ■

Gérard Bedel

NOTRE SOUSCRIPTION POUR L'AF

Contre l'Absurdie

Gérard Bedel, ci-dessus, met l'accent sur l'absurdité de la démocratie telle qu'elle est pratiquée en France, même dans les élections municipales. Les hommes politiques traitent bien souvent les problèmes dans l'optique de leur réélection. Les électeurs : eh oui ! cela se manipule... autant

en profiter ! Ainsi Georges Frêche, l'ancien maire de Montpellier, l'avait bien compris en mettant au point un processus pour se faire réélire tous les six ans. Si vous pensez que le suffrage universel n'est pas le meilleur moyen pour faire progresser des idées de salut public dans notre

pays, dans l'intérêt général, aidez-nous. Participez à la souscription de *L'Action Française 2000*, et abonnez-vous dans toute la mesure de vos moyens. Vous nous permettrez ainsi de défendre vos idées. Merci d'avance. ■

Marielle Pujo

Liste n° 1

Virements réguliers : Jean-Pierre Lopez, 5 ; Jean-Michel de Love, 7,62 ; Mme Yvonne Peyréról, 15,24 ; Mlle Annie Paul, 15,24 ; Raymond Sultra, 17,78 ; Mme Bellegarde, 20 ; Mme Marie-Magdeleine Godefroy, 22,87 ; Mme Marie-Christiane Leclercq-Bourin, 28 ; Henri Morfin, 32 ; Mme Tatiana de Prittwitz, 45,73 ; Louis Moret, 100. Philippe Boiry, 50 ; Mme Huguette Fouquet, 20 ; « Don pour le journal », Laurent Fournerey, 25 ; Jean-

Pierre Lopez, 5 + 7 ; Mlle Elisabeth Dominiart Lamotte, 3 ; Xavier Trabet, 100 ; Thierry Defosse, 20.

Total de cette liste : 584,48 €
✓ Merci d'établir vos chèques à l'ordre de M^{me} Geneviève Castelluccio et de les lui retourner à cette adresse : *L'Action Française 2000*, 10 rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris.



□ RÉFORME DU LYCÉE

La fin d'une culture française

Le nouveau lycée préparera davantage les élèves à la vie active. Ce faisant, il confortera vraisemblablement la désaffection pour les matières littéraires, au risque de négliger la formation des intelligences.

La réforme du lycée qui entre en application dès septembre prochain est désormais connue : en plus du programme d'histoire de Seconde et de la suppression de l'histoire comme matière obligatoire en Terminale S, dont il y aurait beaucoup à dire, on relève de profonds changements dans la structure du lycée et de ses enseignements. Cela ne va pas dans le bon sens qui serait celui d'une meilleure maîtrise des connaissances et des savoirs et d'une réflexion sur ceux-ci... C'est même plutôt l'inverse !

L'utilité économique

La plupart des matières actuelles perdent des heures, y compris les sciences physiques dans les filières... scientifiques ! Mais, ce n'est pas le plus grave : l'esprit même de cette réforme tend à transformer le lycée en une simple préparation à l'activité économique alors qu'il devrait aussi jouer un rôle de formation des intelligences, non comme un bourrage de crâne, mais comme l'ouverture à la culture et à la réflexion. Susciter la curiosité, l'envie de savoir au-delà de la simple utilité "économique" ou "scolaire", voilà ce que devrait permettre un enseignement digne de ce nom, un enseignement qui chercherait à "élever" les esprits au-dessus des seules préoccupations matérielles.



Cette réforme est vicieuse et marque la fin, déjà bien avancée dans les faits, d'une certaine culture française.

Cela est-il absent des projets présentés dans le cadre de la réforme ? Pas totalement car il existera des enseignements "d'exploration" dont les thèmes sont fort alléchants, comme celui sur "l'écriture et l'engagement"... Mais ces enseignements seront-ils assez attirants pour des élèves dont les choix risquent de se porter, pour des raisons "d'efficacité", sur les matières plus scientifiques ?

En fait, l'une des conséquences de cette réforme semble être la promotion d'une sorte d'"école à la carte" qui, en fin de compte, pourrait bien entraîner la disparition des matières littéraires comme les langues anciennes, désormais concurrencées par le chinois ou les sciences économiques et sociales (SES), tandis qu'il sera possible de suivre une partie des enseignements scientifiques ou

littéraires dans une langue étrangère, en fait principalement l'anglais. Cette dernière mesure, inscrite dans la réforme, risque d'aggraver le fossé entre les lycées "d'élite" qui proposeront ce genre d'enseignement parce que le public (culturellement "favorisé") pourra s'y prêter, et les autres lycées où les élèves maîtriseront mal les bases de notre langue et éprouveront alors plus de difficultés à suivre un enseignement dans une autre langue...

Sans surprise...

En somme, si tout n'est pas négatif, la logique de cette réforme est vicieuse et, surtout, marque la fin, déjà bien avancée dans les faits, d'une certaine culture française, classique au sens noble du terme, et d'une tradition d'enseignement diversifié et pas seulement "globalisé". Parmi les professeurs, c'est le désarroi, le dépit, le découragement, et l'impuissance qui dominent. Ils disent leur inquiétude, voire leur défiance (pour rester courtois), à l'égard d'une réforme qui "divise pour mieux régner" et démantèle, à bien y regarder, non pas tellement l'Éducation nationale qui reste ce monstre bureaucratique et jacobin qu'il est depuis Jules Ferry (au moins !), mais (et c'est plus grave) l'enseignement "à la française", fondé sur l'esprit de découverte et de discussion, sur la "belle culture" et le débat, sur la rigueur intellectuelle et la discussion argumentée. Mais, cette réforme est-elle vraiment étonnante de la part d'une République qui s'est donné pour président un homme qui n'aime ni la littérature ni le bon vin ? ■

Jean-Philippe Chauvin
jpchauvin.typepad.fr

L'UMP et la "famille"

Que ne ferait pas l'UMP pour racoler des voix partout même côté gauche "bobo" ? *Le Salon Beige* nous apprend que Jean-François Copé, président du groupe UMP à l'Assemblée nationale, a invité les députés à un colloque intitulé pompeusement *Le législateur face aux questions de société*. Une première table ronde aura lieu sur le thème quelque peu piégé : *La loi reflet des mœurs ou projet de société* ? Aucun représentant de l'Église catholique, ni d'ailleurs protestante, ne figurera dans ce débat où la parole sera donnée à un rabbin. M. Copé ne sait pas que la France est un pays catholique...
Pire, dans la table ronde sur le thème *Le législateur a-t-il son mot à dire sur la famille* ? prendra la parole, tenez-vous bien !, Franck Tanguy, coprésident de l'association des parents gays et lesbiens ! Ainsi donc, pour M. Copé et ses amis, plus de différence, mais égalité totale entre la famille naturelle (un père, une mère, un ou des enfants) qui assure la pérennité de la nation et les "familles" contre-nature qui profitent des largesses de la nation pour assouvir leurs "tendances"... On devine quelles lois nous concocterait, si elle était reconduite, une "majorité" ainsi obnubilée par l'idée de donner une prime à l'individualisme le plus exacerbé.

M.F.



Le boulot plutôt que les berceaux

L'on reparle de la réduction du congé de maternité. Cela semble être une idée fixe pour M. Sarkozy lequel ne pense que rentabilité et voit d'un mauvais œil 800 000 femmes chaque année désertent le "marché du travail" pour s'occuper de langer leur nouveau-né... Le Haut Conseil de la Famille a décidé à ce sujet le jeudi 11 février... de ne rien décider. Entre deux options, celle

de conserver le congé de trois ans en offrant aux femmes qui le souhaitent de le raccourcir pour être mieux rémunérées, et celle de réduire ce congé à un an avec une meilleure rémunération, le dit Haut Conseil laisse trancher le gouvernement dont on sait qu'il préfère la seconde option.

L'exemple de M^{me} Dati

Les femmes seront donc invitées à suivre l'exemple de Rachida Dati qui en décembre 2008 quitta la maternité pour reprendre vite sa place au conseil des ministres,

confiant sa fille à ses sœurs (car elle avait la chance d'en avoir)... Les calculs économistes dans un tel domaine sont navrants. Comment pourra-t-on jamais remplacer ce contact si mystérieux et si indispensable de l'enfant et de sa maman dans les premières semaines et même les premiers mois de la vie ? Outre que la santé et la liberté de la mère sont bafouées, cette manière de vouloir réaliser des économies sur l'accueil de l'enfant ne favorisera guère la natalité. Une fois de plus la république s'enferme dans une politique à courte vue... ■ M.F.

» LA FAUTE AU GEL

La statue sculptée par Maxime Real del Sarthe aux traits de Charles Maurras, située place Carnot à Rouen, n'aurait pas été décapitée par un vandale. Selon un communiqué de la mairie cité par *France 3 Normandie*, c'est le gel qui serait à l'origine de la dégradation du monument. Les services municipaux se chargeraient de la remettre en état. Affaire à suivre.

Le bébé, cet agresseur...

Par quel hasard Elisabeth Baudin se retrouve-t-elle dans les pages centrales de *Point de vue* du 10 février ? Là où l'on voit plus souvent de grandes et belles familles avec parents et enfants heureux, elle vient tout bonnement dire qu'« on peut être totalement femme sans être mère »... Bien sûr nous connaissons tous des femmes qui

ne sont pas mères et dont la vie n'est pas pour autant ratée. Pensons d'abord à celles que M^{me} Baudin ignore : les religieuses qui ont aspiré à une vocation supérieure au mariage pour se donner à Dieu et au prochain. Quant aux autres femmes qui n'ont pas voulu ou pas pu avoir d'enfant, il ne nous viendrait pas à l'idée de les juger.

Ce qui est malsain dans le livre que vient de publier cette féministe à tout crin, pourtant elle-même mère de trois enfants, sous le titre *Le Conflit, la Femme et*

la Mère (Flammarion), c'est qu'elle prétend revenir trente ans en arrière, à l'époque où quelques furies dégrafaient leur soutie-gorge, affirmant que leur corps leur appartenait et clamant leur refus de cette chose encombrante qu'est un bébé.

« *Le retour en force, écrit-elle, du naturalisme (?), remettant à l'honneur le concept bien usé d'instinct maternel (sic) et faisant l'éloge du masochisme (sic) et du sacrifice féminins, constitue le pire danger pour l'émancipation des femmes et l'égalité*

des sexes. » Au nom de l'indifférenciation des sexes, elle ne veut pas que l'enfant vienne tuer la mère et tient à ce que le sein ne soit « pas destiné en priorité à l'enfant mais au mari ou à l'amant ». En somme l'enfant dérange et empêche parfois de continuer à se faire belle...

La dame pourrait s'en prendre à celles qui considèrent l'enfant comme un droit absolu et sont prêtes à en obtenir un par les pires manipulations génétiques (cas, souvent des lesbiennes en "couple" !). En fait elle est de

même espèce qu'elles : même individualisme forcené, hédonisme d'abord !

Un tel livre dépréciant la maternité est une mauvaise action dans une France qui ne renouvelle même plus ses générations, mais faut-il s'en étonner de celle qui a dit au sujet de l'assassinat de Louis XVI qu'il signifiait « le rejet du père, et encore plus profondément celui de la transcendance » ? Elle ne peut comprendre ce qu'il y a de transcendant dans la procréation. Qu'elle se taise ! ■ M.F.

ZONES RURALES

En campagne... électorale

À quarante jours des élections régionales, un discours plein de bonnes intentions et une poignée de promesses peuvent-ils réconcilier la France des campagnes avec un président urbain et déraciné ?

À un mois des élections régionales, confronté au mécontentement des agriculteurs en difficulté, Nicolas Sarkozy n'oublie pas les campagnes. Pas seulement l'agriculture, mais l'ensemble des zones rurales qui, à l'instar des banlieues, se sentent souvent les oubliées des politiques publiques. « *La ruralité, c'est l'agriculture et les agriculteurs bien sûr. Mais ce n'est pas que ça. C'est aussi ces villages que l'on doit défendre* » a expliqué le chef de l'État en visite dans le Loir-et-Cher où il a présenté un plan d'action pour les zones rurales, faisant suite aux assises des territoires ruraux lancées en octobre dernier par le ministre de l'Espace rural et de l'Aménagement du territoire Michel Mercier.

Désertification médicale

Pas facile pour le président de la République d'inverser le sentiment des habitants des zones rurales qui, depuis de nombreuses années, voient les services publics de proximité se raréfier. Et de la réforme de la carte judiciaire à celle de la taxe professionnelle, qui inquiète de nombreux élus locaux, l'exécutif actuel a lui aussi alimenté ce sentiment de fragilisation des zones rurales.

C'est sur la question de la désertification médicale qu'avait particulièrement insisté Michel Mercier : « *Le nombre de médecins généralistes diminue de 2 % par an, que ce soit en ville ou à la campagne, c'est énorme* » avait-il rappelé, en plaidant pour de nouvelles formes d'exercice de la médecine comme « *les maisons médicales pluridisciplinaires* ». Avec le ministre de la Santé Ro-



Pour Nicolas Sarkozy, c'est le changement de statut de la Poste qui garantira le maintien de 17 000 "points de contact" quadrillant le territoire.

selyne Bachelot, Nicolas Sarkozy a visité un établissement de ce type, estimant qu'il s'agissait de « *la bonne réponse contre la désertification médicale* ». En trois ans, a promis le chef de l'État, l'État et la sécurité sociale financeront sur tout le territoire 250 maisons de santé pluridisciplinaires. Et l'État financera dès la rentrée prochaine les études de 400 étudiants en médecine boursiers auxquels il sera demandé, en contre-

partie, « *de s'installer là où il y a des besoins* ». On devrait en finir également avec les "zones blanches", ces territoires dont les habitants, mais surtout les entreprises, ne bénéficient toujours pas de l'accès à Internet en haut débit ou d'un bon accès au réseau de téléphonie mobile. Mais il ne faudra pas être pressé. Si Nicolas Sarkozy a fixé clairement des engagements, d'aucuns estimeront sans doute qu'ils manquent un peu

d'ambition : d'ici 2013, il a promis la couverture 3G pour les téléphones mobiles dans toutes les villes rurales. Et pour le très haut débit, il faudra attendre 2020 pour que 70 % des Français y aient accès et 2025 pour que la couverture du territoire soit totale. Un milliard d'euros seront investis dans ce but. C'est pourtant une vraie urgence pour les entreprises installées en zone rurale, y compris les agriculteurs, artisans, commerçants... qui ont particulièrement besoin de l'accès à Internet pour compenser l'éloignement des administrations et services.

Développement durable et mobilité individuelle

Le président de la République est également revenu sur l'avenir de la Poste, qui a fait débat à propos de son statut et qui inquiète les habitants des zones rurales confrontés à des fermetures de bureaux. Pour Nicolas Sarkozy, c'est justement ce changement de statut qui, en permettant à l'État et à la Caisse des dépôts d'injecter 2,7 milliards d'euros dans le capital de la Poste, garantira le maintien de 17 000 "points de contact" et l'installation, d'ici 2013, d'un distributeur de billets dans tous les bourgs-centres isolés.

Seule vraie bonne surprise, le promoteur de la "taxe carbone" aura peut-être quelque peu étonné en prenant la défense de l'automobile qui ne serait pas nécessairement plus polluante que « *des cars ou des TER diesels qui roulent à vide* ». Sans doute les habitants des zones rurales, auxquels le projet de taxe carbone promettait déjà une ristourne, apprécieront-ils cette volonté de concilier « *développement durable et mobilité individuelle* ». À un mois des élections régionales, c'est en tous cas une vraie différence, que marque le leader de la droite, par rapport aux écologistes et à leurs alliés qui font parfois assaut d'un intégrisme de la décroissance ignorant les besoins individuels. ■

Guillaume Chatizel

L'abbé Philippe Sulmont

Nos amis de Picardie, et même de bien au-delà, ont eu la tristesse d'apprendre ce dimanche matin le décès de M. l'abbé Philippe Sulmont, curé de Domqueur et de nombreuses autres paroisses pendant trente-sept années. Il était le type même du curé de campagne attachant, cultivé et batailleur, ferme défenseur de la liturgie traditionnelle... Son bulletin s'attaquait avec talent et énergie aux aberrations de la société actuelle et plus particulièrement aux fantaisies liturgiques. La république l'avait même harcelé juridiquement pour avoir dit ce qu'il pensait de l'islam. Avec cela, profondément attaché à l'Action française, il ne manquait pas de nous envoyer son bulletin dans lequel il nous citait parfois, et célébrait chaque année la messe pour Louis XVI. Ses obsèques auront lieu à Domqueur le vendredi 19 février à 14 h 30, selon le rite dit de saint Pie V. Nous joignons nos prières à celles de nos amis picards.

» QUOTAS

Une convention « *sur la diversité et l'égalité des chances* » a été signée le 2 février par M^{me} Valérie Pécresse, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, et les représentants de la Conférence des grandes écoles et de la Conférence des directeurs des écoles françaises d'ingénieurs. Ceux-ci se sont engagés à accroître « *la diversification des voies de recrutement* » afin d'atteindre l'objectif des 30 % de boursiers.

» SONDAGE

« *Les adolescents seraient-ils plus rétrogrades que leurs aînés ?* » L'institut Ipsos s'est interrogé après la publication, le 3 février, des conclusions d'une enquête réalisée pour la fondation Wyeth. « *On s'aperçoit que les stéréotypes [sic] sont globalement partagés entre les générations, avec des opinions légèrement plus conservatrices exprimées par les adolescents par rapport aux adultes (et en particulier les garçons adolescents) sur la virilité par exemple, le partage des tâches ménagères.* » Trop d'esprits résisteraient au "matraquage paritaire". Le Figaro a stigmatisé, sous la plume d'Agnès Leclair, « *des adolescents fidèles aux clichés hommes-femmes* » dont « *une partie notable pense que les filles sont faites pour la maternité et les garçons pour le travail* » (02/02/2010).

Féminisme à l'Assemblée



Une proposition de résolution promouvant la "clause de l'Européenne la plus favorisée" était inscrite à l'ordre du jour de la séance publique de l'Assemblée nationale du jeudi 18 février. Un texte présenté par des parlementaires issus du groupe SRC (socialiste, radical, citoyen et divers

gauche) galvanisés par « *une présidence espagnole pleine d'allant* » qui multiplie les initiatives en faveur de "l'égalité hommes-femmes", comme le constatent, dans un rapport, M^{me} Anne Grommerch et Christophe Caresche. Selon un mécanisme jugé « *curieux* » par le député UMP Étienne Blanc, le législateur national devrait s'inspirer des législations étrangères "les plus progressistes" - « *notion qui, en droit, [le] laisse d'ailleurs perplexe* ». M^{me} Grommerch (UMP) a pointé les difficultés soulevées par l'application d'une clause générale. À ses yeux, « *il y a un exemple qui est très concret, c'est celui de l'interruption volontaire de grossesse. Aujourd'hui, en France, l'IVG n'est possible que dans les douze semaines. Or, passer à dix-huit semaines, délai applicable en Suède, supposerait un débat approfondi. Il faut notamment sou-*

ligner qu'un tel délai [...] pourrait permettre de sélectionner le sexe de l'enfant... »

Le député a appelé ses collègues à « *éviter toute prise de position prématurée* ». La commission des Affaires européennes a donc rejeté la proposition le mercredi 3 février. Au préalable, son président Pierre Lequiller n'a pas manqué de souligner que ses réserves ne portaient « *pas sur l'objectif ni sur l'intention, mais sur le calendrier* ». Ce faisant, la droite parlementaire a démontré, une fois de plus, combien elle est soumise à la gauche dans les débats "sociétaux".

Unanimité sur le fond

Une semaine plus tard, cet avis fut contredit par la commission des Lois. « *On ne peut à l'évidence pas légiférer à la hâte sur ce sujet* », a reconnu le socialiste Jé-

rôme Lambert. Selon lui, cependant, « *il s'agit "simplement" [...] de voter une résolution invitant le gouvernement français dans les négociations européennes à venir à soutenir le principe de la clause de l'Européenne la plus favorisée. Qui peut refuser une telle chose ?* » Cela ne se discute pas : « *Sur le fond du texte lui-même, on ne peut être contre* », a confirmé M^{me} Marie-Jo Zimmermann. « *Si nous le rejetons, expliquer notre décision pourrait être délicat* », a même averti l'UMP François Vannson. La chambre basse a manifestement du temps à perdre. Elle n'est pas la seule : un groupe de travail interministériel étudierait l'hypothèse d'un traité entre la Belgique, l'Espagne, la Suède et la France afin d'appliquer la clause de "l'Européenne la plus favorisée" ; ses conclusions sont attendues pour le mois de mars. ■ G.D.

□ EUROPE

La défense entre utopie et réalisme

Tandis que le Royaume-Uni envisage une coopération accrue avec ses partenaires de l'UE, le ministre allemand des Affaires étrangères veut mettre sur pied une « armée européenne ». La France, quant à elle, doit ratifier un traité portant création de la Force de gendarmerie européenne.

L'Otan figure en tête des menaces extérieures identifiées par la nouvelle doctrine de défense russe, approuvée le 5 février par le président Medvedev. Moscou s'inquiète, entre autres, d'un élargissement potentiel de l'Alliance à la Géorgie et l'Ukraine. Une perspective à laquelle la France s'est opposée jusqu'à maintenant. Ce veto ne fut pas étranger à l'accueil bienveillant que la presse russe réserva à son retour dans le commandement militaire intégré de l'Otan sous l'impulsion de Nicolas Sarkozy (*Courrier International*, 13/03/2009).

Albion croit en l'Europe de la défense

Justifiant sa politique atlantiste, le président de la République avait déclaré, le 11 mars 2009 : « *En mettant fin à une ambiguïté [...], nous créons la confiance nécessaire pour développer une défense européenne forte et autonome.* » Ses arguments auraient-ils convaincu outre-Manche ? « *Le retour de la France [...] offre l'occasion d'une coopération accrue avec un partenaire clef* », peut-on lire dans le "livre vert" britannique publié le 3 février. « *L'Otan demeure la pierre angulaire de notre sécurité* », rappellent ses auteurs. Cependant, « *le Royaume-Uni améliorera de façon importante son influence si nous et nos partenaires européens parlons et agissons de concert* ». Et d'affirmer que « *lors des opérations de stabilisation en Bosnie et en Afrique, lors des opérations antipiraterie au large de la Somalie [...], l'UE a démontré qu'elle peut jouer un rôle important dans la promotion de notre sécurité* ». Eurosceptique, Albion ? Plus radical, le ministre allemand des Affaires étrangères, Guido Westerwelle, voudrait édifier une « *armée européenne* » placée « *sous plein contrôle parlemen-*



La Force de gendarmerie européenne en exercice en avril 2006
www.eurogendfor.org

taire ». C'est « *l'objectif à long terme* », a-t-il affirmé le 6 février lors de la conférence de Munich sur la sécurité. Objectif à nos yeux irréaliste, dont la poursuite pourrait néanmoins mobiliser réflexions et moyens. À la lumière des faits, en tout cas, ce rêve - ou ce cauchemar ! - apparaît bien lointain.

Inutiles, les GT 1500 ?

La création d'un quartier général européen, promue par la France, suscite toujours des réticences. Or, « *le dispositif actuel tient du bricolage* » selon notre confrère Nicolas Gros-Verheyde (*Bruxelles 2*, 14/02/2010). « *Le dispositif des QG excentrés à Potsdam (pour le Congo), à Paris (pour le Tchad), à Londres (pour Eunavfor) ne montre pas sa pleine efficacité. Ce sans compter la difficulté qui existe à pourvoir les postes - les forces nationales ne s'empressant pas*

toujours de pourvoir les postes d'état-major d'autant plus quand l'opération dure... »

Soulignons également l'immobilisme d'un embryon d'armée européenne formé par les groupements tactiques. Forts d'environ 1 500 hommes, ils sont censés fournir à l'Europe une capacité de réaction rapide. Pleinement opérationnels depuis le 1^{er} janvier 2007, ils n'ont jamais été utilisés, bien que des États membres se succèdent tous les six mois pour assurer la disponibilité permanente de deux *battlegroups*. « *Jusqu'à présent, au moins deux situations ont répondu à tous les critères de déploiement des groupements tactiques* », au Tchad et en République démocratique du Congo, selon l'analyse de Caroline Henrion publiée le 18 janvier sous l'égide du GRIP (Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité). « *Ces exemples montrent que non seulement les Européens ne s'accor-*

dent pas sur les situations dans lesquelles il faut intervenir, mais hésitent également à envoyer des troupes sur le terrain. » Pourquoi s'en étonner ? Obtenir le consensus des vingt-six États participant à la Politique de sécurité et de défense commune n'est pas une sinécure ! (Vingt-six, et non vingt-sept, car le Danemark fait l'objet d'une dérogation.)

Six États dans la FGE

La Force de gendarmerie européenne (FGE), quant à elle, regroupait seulement cinq États à l'origine : la France, l'Espagne, l'Italie, les Pays-Bas et le Portugal, rejoints depuis par la Roumanie. Selon le gouvernement, sa création répondait à la nécessité « *de combler le vide opérationnel [...] entre le moment où les forces armées entrent sur le théâtre des opérations et le moment où les forces de police parviennent à y remplir normale-*

leurs fonctions ». La FGE comporte un état-major permanent implanté à Vicence, en Italie, où la France est représentée par six officiers. Chaque opération donne lieu à une "génération de force", sur la base d'un catalogue recensant des capacités déclarées par les États. Opérationnelle depuis 2006, la FGE est engagée depuis 2007 en Bosnie-Herzégovine, où elle arme une partie de l'Unité de police intégrée de l'opération européenne Eufor Althéa. Depuis décembre 2009, elle contribue également à la formation de la police afghane au sein de la mission de l'Otan, où la France a engagé 132 gendarmes.

En marge de l'UE

Son fonctionnement repose actuellement sur une "déclaration d'intention". Le 18 octobre 2007, les États fondateurs ont signé un traité confortant son existence. Afin d'autoriser sa ratification, un projet de loi a été enregistré à la présidence de l'Assemblée nationale le 3 février. Fallait-il passer par ces lourdeurs juridiques ? Le gouvernement se justifie dans son "étude d'impact" : « *Par rapport à la déclaration d'intention du 17 septembre 2004 et aux textes qui la complètent, le traité [...] permet de clarifier un certain nombre de points relatifs aux droits et obligations des personnels de la force ainsi qu'au droit applicable dans le cadre d'opérations extérieures : conditions d'entrée et de séjour sur le territoire de l'État hôte (État sur lequel se trouve le quartier général permanent : Italie) ; privilèges et immunités ; juridiction pénale et disciplinaire ; domages ; assistance médicale ; aspects juridiques et médicaux en cas de décès.* »

« *Comme le suggèrent l'intitulé même de la force et son insigne bleu, la FGE est un projet européen* », martèle le gouvernement, qui tient à saluer « *une étape importante de la construction de l'Europe de la défense* ». La FGE n'en reste pas moins une force autonome : peut-être s'agit-il d'une « *avancée concrète en matière de gestion de crise* », mais, le cas échéant, ces progrès auront été accomplis en marge de l'UE. ■

Grégoire Dubost

Le Parlement s'affirme



La montée en puissance du Parlement européen se confirme. En application du traité de Lisbonne, les accords internationaux signés par l'Union européenne traitant de la coopération judiciaire et policière pénale sont désormais soumis à son approbation. Un droit de veto éterné à Strasbourg le

11 février, où l'assemblée a privé d'effet juridique un accord sur les transferts de données bancaires vers les États-Unis. Cela contre l'avis des gouvernements, évidemment.

Deux jours plus tôt, les parlementaires européens avaient adopté un ensemble de "principes clefs" qui seront mis en œuvre dans le nouvel accord-cadre définissant leurs relations avec la Commission. Le Parlement exige d'être traité avec les mêmes égards que le Conseil des ministres. « *Cela se rapporte particulièrement à l'accès aux réunions et à une documentation complète sur les réunions de la Commission avec les experts nationaux* », explique-t-il dans un communiqué. Par ailleurs, lors

des sessions plénières, une nouvelle heure de questions sera introduite avec les commissaires - y compris le Haut Représentant pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité, dont l'agenda est déjà surchargé.

Enfin, constatant que « *le rôle du Parlement européen s'est considérablement accru* », le gouvernement a révisé le décret « *relatif aux cérémonies publiques, présences, honneurs civils et militaires* ». Dorénavant, les députés français au Parlement européen occupent le rang suivant celui des députés et sénateurs. Jusqu'au 6 février, ils en étaient séparés, entre autres, par le grand chancelier de la Légion d'honneur, le chef d'état-major des armées et le maire de Paris. ■

Le bric-à-brac de Paris et Berlin



Bien que la désignation d'un ministre commun soit abandonnée, on relève quelques "gadgets" dans l'agenda présenté le 4 février à l'issue du 12^e conseil des ministres franco-allemand, tels le vague projet d'élaborer des propositions de lois communes et la circulation d'un "train de la science" de part

et d'autre du Rhin en 2010 et 2011. Paris et Berlin promettent la préparation d'un manuel scolaire commun sur l'Europe et l'histoire de la construction européenne, ainsi qu'une intensification des échanges et autres jumelages. Ils confirment leur accord sur la "gouvernance économique" de l'Union européenne, réfléchissent à la construction d'un nouveau lanceur spatial et veulent donner « *une nouvelle impulsion* » au rapprochement de leurs réseaux diplomatiques. Ils envisagent « *une étude systématique des possibilités de colocalisation franco-allemande lors des décisions immobilières* », et même « *l'objectif d'aller jusqu'à dix ambassades communes à l'horizon 2020* ». Simple effet d'annonce ? ■

» CAMOUFLET

Le président américain n'assistera pas au prochain sommet annuel UE-États-Unis prévu les 24 et 25 mai. Catherine Ashton, Haut Représentant de l'Union européenne pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité, s'était pourtant rendue à Washington le 21 janvier pour y rencontrer Hillary Clinton. Visiblement, sa visite n'aura pas convaincu le département d'État, dont le porte-parole, Philip Crowley, n'a pas manqué de souligner la confusion régnant parmi les Européens. Confusion aggravée pour l'heure par l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne, puisque trois présidences se disputent désormais la représentation internationale de l'Union (présidence stable du Conseil européen, présidence tournante du Conseil et présidence de la Commission).

» BARROSO II

La nouvelle Commission a été investie par le Parlement européen mardi 9 février, par 488 voix contre 137 et 72 abstentions. Considérant que leurs prédécesseurs n'avaient pas constitué « une force motrice », le Belge Guy Verhofstadt (ADLE) a lancé cet appel aux membres du collège : « N'écoutez pas autant les États membres. » À l'opposé, le Britannique Neil Farage (EFD) s'est inquiété de la mise en place d'un « gouvernement de l'Europe » susceptible « de contrôler entièrement les États ».

» FRÉNÉSIE

Après avoir appelé à féminiser l'Otan, la présidence espagnole de l'UE a remercié Ban Ki-moon, jeudi 4 février, « pour sa proposition de réforme de l'architecture de l'égalité des sexes » au sein de l'Organisation des Nations unies. Entre autres événements ponctuant le semestre européen placé sous la responsabilité de Madrid, signalons déjà : l'adoption par le Conseil de conclusions sur l'éradication de la violence à l'encontre des femmes prévue le 8 mars ; une table ronde le 16 mars sur « le vin au féminin » ; une conférence le 25 mars sur « l'égalité entre les hommes et les femmes, une base pour la croissance et l'emploi » ; la "V^e rencontre de femmes espagnoles et africaines pour un monde meilleur" le 28 mars ; la projection le 11 avril de documentaires sur le thème « mémoire et sexualité des femmes sous le franquisme » ; un "séminaire technique" le 29 avril sur « le rôle de la femme dans le développement rural ».

□ UKRAINE

Démocrate contre démocratie

Le second tour de l'élection présidentielle s'est déroulé sans fraude en Ukraine, si l'on en croit les observateurs internationaux. La situation politique n'en reste pas moins tendue dans le pays, dont l'instabilité durable desservirait l'intérêt des Européens.

C'était à prévoir et nous l'avions prévu (voir *L'Action Française 2000* du 21 janvier), le second tour de l'élection présidentielle ukrainienne a été confortablement gagné avec trois points et demi d'avance et presque un million de voix d'écart par Victor Ianoukovitch, et sa rivale Ioulia Timochenko refuse d'admettre sa défaite et a appelé « le peuple » au « soulèvement » et à la « résistance » !

Une situation économique critique

Il ne s'agit pas de prendre parti ni pour l'un ni pour l'autre. Le scrutin a été jugé convenable par l'OSCE, pourtant plutôt opposée à Ianoukovitch, et les observateurs internationaux n'ont pas constaté de fraudes. Les Ukrainiens ont donc tranché dans leur majorité pour Victor Ianoukovitch. Tout s'est déroulé dans la liberté et le respect des règles sous un gouvernement présidé par... les perdants. Habitue à ce genre d'opération, Ioulia Timochenko, peut-être soutenue par quelques ONG d'outre-Atlantique, dessert les intérêts de son pays. La situation économique du pays est critique. L'aide du FMI, indispensable au redressement de ses comptes, a été suspendue en raison de l'instabilité politique. L'Ukraine a besoin de stabilité et surtout d'un fonctionnement normal de ses institutions. L'opposition "orange" refuse de jouer le jeu. Elle se réclame de la démocratie mais n'accepte pas le verdict des urnes



Victor Ianoukovitch

pourtant certifié par la communauté internationale dont l'OSCE est l'émanation.

Le gaz russe...

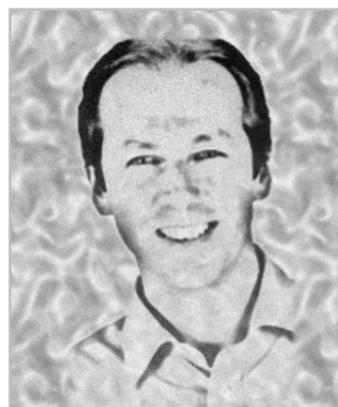
L'Europe a tout intérêt à une stabilisation rapide en Ukraine. La principale raison en est que plus de 25 % de sa consommation de gaz provient de Russie et transite majoritairement par l'Ukraine.

Peut-être est-ce dans l'intérêt de certaines compagnies américaines que l'Europe connaisse des difficultés sur ce point par suite de la situation de tension permanente avec Moscou, entretenue par le gouvernement ukrainien, que préside encore Ioulia Timochenko. Mais ce n'est pas dans l'intérêt des pays européens et il faudrait s'en rendre compte et le dire clairement.

Pascal Nari

BELGIQUE

Un catholique inattendu



Razzia sur la foi ! À entendre les cris d'orfraie de Joëlle Milquet, président du CDH où les sociaux-chrétiens se sont reconvertis en "humanistes", on pourrait croire à un remake de *Razzia sur la chnouf*. Pourquoi tant de clameurs, tant de fureur ? Parce que le principal quotidien belge de

langue française, *Le Soir*, a procédé à une enquête pour déterminer quelles sont les vingt personnes dans le monde catholique jugées les plus influentes en Belgique. Découvrant les "lauréats", Joëlle Milquet a failli s'étrangler. Moins parce qu'elle se classe à l'avant-dernière place qu'à cause du numéro 13. Un vrai chiffre porte-malheur, attribué à Jean-Michel Javaux, président d'Écolo, ce parti qui a fait un triomphe aux dernières régionales alors que le CDH fait du surplace.

Paradoxes

En dehors du cadre familial et de rares initiés, on ignorait tout à fait la mouvance spirituelle de Jean-Michel Javaux. Comme Écolo se classe à gauche sur l'échiquier politique, on supposait Javaux athée ou, à tout le moins agnostique. À commencer par les enquêteurs du *Soir*. Le coming out catho, pour sacrifier à l'expression à la mode, de Jean-Michel Javaux éclipse les noms de tous les autres.

Le catholicisme ? « C'est ma nourriture. » Javaux se raconte et se confesse. À la messe, il communie. Lors des cérémonies d'hommage ou de funérailles il voit « des croyants pratiquants, qui au moment de la communion, ne se lèvent pas ». Des personnalités politiques, « des gens connus, des présidents... » « Terrible », ajoute-t-il. Ce qui ne fait pas pour autant de Javaux un catholique exemplaire. Il n'a pas été épargné par la vie. Sa femme et lui ont perdu un enfant. « À l'Église, j'ai lancé des chaussures sur le crucifix ! J'ai crié : "Pourquoi ?" » Il avoue que comme parlementaire, il aurait voté les lois sur l'euthanasie et l'avortement. Dans la commune où il est bourgmestre, le mariage homosexuel est célébré, Écolo est pour. Il fait pourtant l'éloge du nouveau primat de Belgique M^r Léonard. « Il ne faut pas caricaturer [son] discours sur les homosexuels. On peut avoir ce débat avec lui. C'est un haut esprit, redoutable, et pas dans le mauvais sens du terme. Une intelligence pure. Beaucoup plus

La candidate malheureuse du scrutin présidentiel ukrainien tente de mobiliser la rue en sa faveur. Jusqu'à ce lundi matin où nous écrivons, elle n'a pas réussi. Ce sont les partisans de l'autre camp qui manifestent à Kiev et ailleurs. En tout cas, ce ne sont pas ces gesticulations qui pourraient résoudre les problèmes du pays.

Faut-il dissoudre la chambre ?

Le président élu, une fois installé au pouvoir, sera amené à trancher : dissoudre la chambre et organiser de nouvelles élections législatives, destituer M^{me} Timochenko et nommer un autre Premier ministre quitte à risquer que ce dernier ne puisse obtenir la confiance du parlement, ou débâcher quelques députés et provoquer un renversement des alliances à l'intérieur du pouvoir législatif. L'Ukraine risque ainsi de traverser une période agitée dans elle n'a guère besoin. Les puissances européennes dont l'influence à Kiev n'est pas négligeable, ont tout intérêt à conseiller l'apaisement aux protagonistes. Il n'est pas sûr que l'administration Obama n'agisse pas dans le même sens. Washington ne cherche pas à envenimer ses relations avec la Russie laquelle est favorable à Ianoukovitch et semble avoir peu de sympathie pour Timochenko. Les Américains pourraient à leur tour abandonner la "terrible Ioulia"... Affaire à suivre. ■

nuancé qu'on ne le pense. » Jean-Michel Javaux offre une personnalité complexe. Volontairement ou non, il vient de mettre Joëlle Milquet en porte-à-faux. « Moi, je me suis toujours interdit de mêler religion et politique », affirme-t-elle. Ce comportement lui semble « honteux, très choquant ». Chacun jugera, mais il est indéniable que le "coup" a porté. ■ Ch.-H.B.

» PRIVATISATION

Le sauvetage en mer est-il une affaire publique ? En partie seulement aux yeux du gouvernement britannique. Outre-Manche, le service Search & Rescue est déjà assuré en partie par des hélicoptères privés ; il devait l'être entièrement d'ici deux ans, selon les annonces rapportées par notre confrère Nicolas Gros-Verheyde (*Bruxelles 2*, 09/02/2010).

ÉTATS-UNIS

Les dynamiteurs de l'Obamaland

Jaillie de la base, la grande mosaïque des *Tea Parties* est en voie d'organiser le quadrillage des États-Unis par vagues de fond. Son but : débarrasser le Parti républicain de ses scories, réorienter son discours dans un sens plus radical, et asphyxier Barack Obama et ses démocrates.

Au début, ils étaient à peine une poignée. Quelques groupes de mécontents, de frustrés, de déçus. On les remarqua aux quatre coins du pays, surtout dans les grandes villes. On nota sans insister leur détermination, mais aussi leur calme. La presse en parla en bas de page, et puis se tut. Les groupes se contentaient de défiler en lançant des slogans, en agitant des banderoles, en déployant le drapeau américain.

Une grande mosaïque de brûlots

Ce fut pourtant la première des oppositions à Obama. Avant le déchaînement des éditorialistes de droite et les escarmouches républicaines au Congrès. Obama ne gouvernait que depuis six mois. C'était au début de l'été dernier. Un été politique torride. Et menaçant. Car, rapidement, la révolte gronda, le ton s'aigrit, l'humeur devint méchante.

On compta 5 000 manifestants à San Francisco, 8 000 à Chicago, 12 000 à Philadelphie. En septembre, ils furent près de 80 000 à défiler sous les fenêtres de la Maison Blanche. Très vite, on était passé d'une effervescence à une fronde et d'une fronde à un phénomène. Du coup, la presse prit la rue au sérieux et adopta le nom que les activistes donnèrent à leur élan : les *Tea Parties*.

Pourquoi cette infusion de feuilles séchées dans les querelles yankees ? En 1767, le parlement britannique accabla de taxes les produits destinés aux treize colonies américaines. Mesure des plus impopulaires : outre-Atlantique, les esprits commencent à fermenter et l'idée de sédition fait son chemin. Six ans plus tard, trois navires anglais chargés de lourds paquets de thé relâchent dans le port de Boston. La population y voit la marque d'un mépris très *british* - « *George III vient nous narguer avec sa boisson d'impérialiste* » - et les patriotes, une occasion inespérée. Deux cents d'entre eux montent à bord des trois navires le 16 décembre 1773 et jettent à la mer les paquets



Manifestation le 12 septembre 2009

de thé. Leur audace et leur insolence passèrent à la postérité sous le nom de *Boston Tea Party*. Les historiens considèrent même que ce geste est le coup d'envoi de la guerre d'Indépendance. Un geste de révolte contre une fiscalité sournoise et humiliante. 237 ans plus tard, on retrouve la même exaspération - Washington remplace Londres -, la même volonté de secouer un intolérable joug. Le taux de chômage va dépasser 11 % et le déficit budgétaire 1,4 trillion de dollars. L'assurance santé s'annonce ruineuse et Obama préfère renflouer les banques que les familles.

L'establishment dégringole

Qu'est-ce qu'une *Tea Party* ? D'abord, c'est une force qui jaillit de la base sans qu'aucun calcul politicien ne l'accompagne. L'étincelle : une prise de conscience que la situation n'est plus tolérable - et tout bascule. Le cœur s'indigne, les tripes hurlent. Ensuite, cette force s'impose à tout moment, en tous lieux et pour toutes sortes de raisons. Spontanéité désormais à fleur de peau. Les brûlots éclatent sans prévenir : c'est de la guérilla. Enfin, une souveraine autonomie baigne chacun de ces îlots d'effervescence. Pas de programmes établis, pas de consignes nationales, pas de mots d'ordre. Les structures sont inexistantes, les attaques souples et les chefs locaux. On agit dans l'humeur et on triomphe dans les rues. À ces trois caractéristiques s'ajoute une quatrième qui en est la résultante. Lorsqu'on prend un peuple libre comme creuset et qu'on lui injecte une bonne dose de spontanéité et d'autonomie, que voit-on apparaître ? Un morcellement infini, une grande mosaïque. C'est ce qui arrive avec les *Tea Parties*. Combien y en a-t-il ? Personne ne connaît le chiffre exact. Des milliers, sans doute. Et combien sont-ils à militer sous leurs bannières ? Deux millions ? Quatre millions ? Davantage, peut-être. La masse de manœuvre sait ce qu'elle ne veut plus : le président-marionnette d'un globalisme sionisé qui est en train de transformer l'Amérique en une sous-ré-

publique bananière. Mais cette masse sait également ce qu'elle veut : défendre la Constitution, corseter le gouvernement, s'opposer aux impôts, protéger le fédéralisme et restaurer les libertés. Belle cible de salut public. Nous en sommes encore loin. Des centaines de flambées seront nécessaires pour renverser le cours de l'histoire immédiate et sortir le pays de cet aventurisme.

publique bananière. Mais cette masse sait également ce qu'elle veut : défendre la Constitution, corseter le gouvernement, s'opposer aux impôts, protéger le fédéralisme et restaurer les libertés. Belle cible de salut public. Nous en sommes encore loin. Des centaines de flambées seront nécessaires pour renverser le cours de l'histoire immédiate et sortir le pays de cet aventurisme.

Vers le quadrillage du pays

Déjà, les *Tea Parties* irritent, impressionnent, inquiètent ou enthousiasment. Dans les sondages, elles caracolent en tête des opinions favorables. Devant le Parti démocrate. Et même devant le Parti républicain. Le trophée revêt deux significations : l'establishment n'en finit pas de dégringoler dans l'opinion publique et les *Tea Parties* doivent dès maintenant muscler leur impact. « *Muscler, cela signifie d'abord réunir une convention nationale pour dresser un premier bilan de toutes ces actions éparpillées. Cela signifie, ensuite, exiger du*

Parti républicain qu'il fasse le ménage dans ses idées et ses candidats. Deux objectifs cruciaux. On n'aura pas le temps de souffler. » Et Paul Reed ajoute : « *Il faut en profiter tant qu'on a le vent en poupe.* » De son état ingénieur électronique, Reed a fondé Tea Party Nation dans la région de Chicago. Quelques têtes chaudes voulant en découdre sont rapidement devenues des bataillons de militants opérationnels

« *Le quadrillage du pays par nos vagues de fond, souligne Reed, va finir par asphyxier Obama et ses démocrates.* » Le quadrillage, justement. On en a beaucoup parlé à la convention nationale de Nashville, capitale du Tennessee et l'un des bastions avancés du Sud profond. Pendant trois jours de l'autre semaine, les *Tea Parties* ont tenu leurs assises. Beaucoup de responsables de base comme Reed les appelaient de leurs vœux pour échanger expériences, méthodes et projets, coordonner des actions ponctuelles, établir un calendrier de combat.

Le retour de Sarah Palin

Trois jours de débats houleux, de revendications ardentes, de liesse et de confiance avec, en point d'orgue, l'impétueuse Sarah Palin, l'ex-gouverneur de l'Alaska, l'ancienne co-adversaire d'Obama en novembre 2008. Pendant deux heures, son charme électrisa l'assemblée. Et pendant toute une soirée, hors tribune, son ardeur galvanisa les dynamiteurs volontaires de l'Obamaland. Avant de s'attaquer au pouvoir en place, ceux-ci ont compris qu'il fallait forger un outil à la hauteur des circonstances. Autrement dit, débarrasser le Parti républicain de ses scories, pesanteurs et ambiguïtés. D'où une vaste opération qui a débuté en automne dernier. Elle consiste à investir l'appareil républicain, à prendre d'assaut ses assemblées de circonscription afin d'y installer un esprit plus mordant et des méthodes plus expéditives. On radicalise un programme souvent trop modéré et on évince les libéraux parfois omniprésents. En Pennsylvanie, dans l'Illinois et le Maryland, mais aussi dans une dizaine d'autres États, les piliers du Parti républicain ont vu arriver des personnages nouveaux bien décidés à donner le ton. Pour les *Tea Parties*, c'est la phase du grignotage. Avant celle du contrôle ? ■

De notre correspondant aux États-Unis
Philippe Maine

L'ACTION FRANÇAISE **TARIF DES ABONNEMENTS**
(paraît les 1^{er} et 3^e jeudis de chaque mois)

1. Premier abonnement France (un an) 76 €	5. Abonnement de soutien (un an)..... 150 €
2. Premier abonnement Étranger (un an) 85 €	6. Étudiants, ecclésiastiques, chômeurs (un an) 65 €
3. Abonnement ordinaire (un an) . 125 €	7. Outre-mer (un an) 135 €
4. Abonnement de six mois 70 €	8. Étranger (un an) 150 €

BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Tél. Courriel

Bulletin à retourner avec un chèque à l'ordre de la PRIEP à :
L'Action Française 2000, 10 rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 PARIS
CCP Paris 1 248 85 A

COSTA-RICA La vie reprend ses droits



On ne reçoit pas toujours que des mauvaises nouvelles de par le vaste monde...

Les intérêts des femmes

Le site de Genethique relève que « *Laura Chinchilla, candidate du Parti de libération nationale (PLN) au pouvoir au Costa-Rica est la première femme à avoir été élue à la présidence du pays dimanche 7 février 2010. Après avoir occupé le poste de vice-présidente et de ministre de la Justice dans le gou-*

vernement d'Oscar Arias, le président sortant, sa campagne se fondait notamment sur la défense de la vie et l'avancée des intérêts des femmes. » Lisons bien : les intérêts non les droits, on reste ici dans le concret, dans le respect des lois naturelles. Raimundo Rojas, directeur hispanique du Comité national du Droit à la Vie, a déclaré : la victoire de Laura Chinchilla constitue « *un revers pour les mouvements pro-avortement en Amérique centrale* ». Bravo ! ■

INFLUENCES

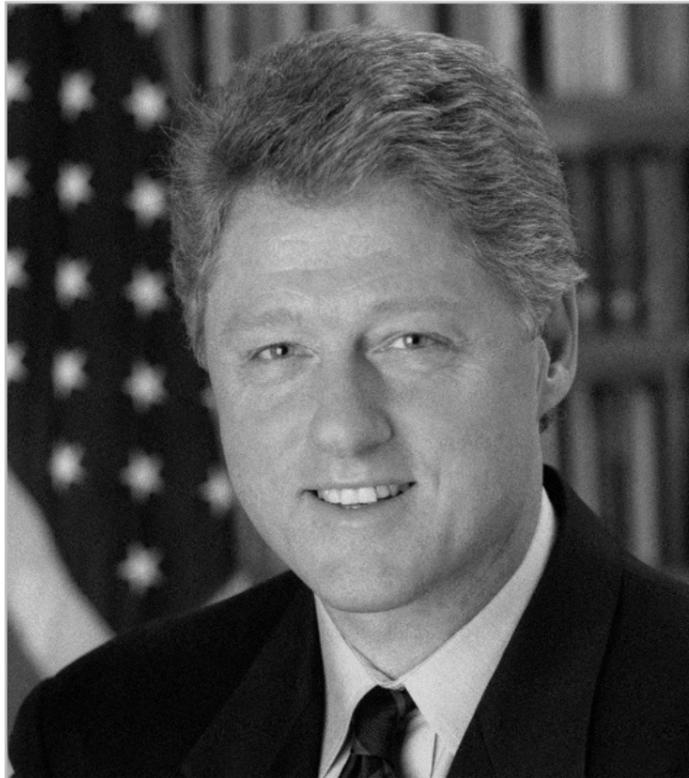
Bill Clinton roi d'Haïti

Charles-Henri Brignac nous livre quelques souvenirs sur Haïti, et nous fait part de ses inquiétudes quant aux conséquences d'une implantation durable des Américains sur une île où ils ont débarqué en force.

Quelques souvenirs, parlons plutôt d'images, une interrogation géopolitique de plus en plus partagée, constituent le socle d'une analyse et d'une réflexion loin d'être exhaustives. Les images ? Une lointaine : celle de l'ambassadeur d'Haïti à Bruxelles au temps de ma jeunesse universitaire. C'était une femme. Très belle. Elle traversait les salons comme une frégate de haut bord entraînant dans son sillage les regards masculins. Elle répondait au nom si haïtien, aux parfums d'ancienne France, d'Estimé. M^{me} Estimé était la coqueluche du Tout Bruxelles. Elle devait très certainement appartenir à cette bourgeoisie urbaine, celle de la "République de Port-au-Prince", par opposition à cette société rurale, analphabète peuplant ce que Gérard Barthélemy appelle *Le Pays en dehors*.

Le poids de l'histoire

Ce qui nous ramène à la genèse de l'histoire d'Haïti et de son naufrage. Mon propos n'est pas de la conter. Seulement de rappeler les responsabilités multiples. Celles de la France existent, financières à travers la dette, même si Haïti lui doit la richesse de sa culture. Responsabilités écrasantes aussi d'une classe dirigeante dictatorial et avide de profits. L'exemple de François Duvalier, Papa Doc et ses Tontons macoutes, demeure dans toutes les mémoires. Le "voyage au bout de la nuit" paraissait s'achever au début des années quatre-vingt-dix sur la promesse d'une espérance. À cette époque, j'ai rencontré le père Aristide. Il venait dans les cénacles européens plaider la cause d'Haïti. L'homme avait le verbe haut et du charisme. La plupart pensaient



qu'il "sauverait" Haïti. C'était une illusion. La chimère persista puisque Aristide s'incrusta en 1991, puis de 1994 à 1996, enfin de 2001 à 2004. Sorti par la porte, il revenait par la fenêtre. Rarement l'aphorisme selon lequel « *le pouvoir corrompt et corrompt absolument* » se vérifia à ce point. Aristide chassé par les Américains, les Nations Unies déployèrent sur l'île la Minustah à l'efficacité sujette à caution. Une circonstance fortuite fit qu'après l'éviction d'Aristide, j'assistai, à Paris, à une réunion des oppositions haïtiennes. Quelques minutes à peine suffirent. Si les paroles avaient été des stylets, des poignards ou des dagues, il n'y aurait eu aucun survivant.

L'ironie des choses veut que figure sur la bannière d'Haïti cette devise qui est aussi celle de la Belgique : « *L'union fait la force*. » N'allons pas plus loin dans la comparaison...

Passés communs

Haïti, un des lieux les plus pauvres du monde, a vu le séisme emporter une ébauche d'État et une structure administrative qui tenait de la virtualité. Le vide a été rempli. L'ampleur du désastre a mobilisé des secours venus de partout. Au premier rang il n'est pas surprenant de trouver les États-Unis. L'histoire d'Haïti recoupe la leur comme celle de la France. Ils y ont débarqué en 1915 et y sont

restés vingt ans laissant quelques dictateurs en héritage. Dont Duvalier... Aux lendemains du séisme les États-Unis sont intervenus avec toute la puissance qui est la leur. Des milliers de *marines* ont débarqué. Des moyens qui sont pour nous hors de portée. Mais l'arrivée des États-Unis n'est pas celle de l'Armée du Salut. C'est une invasion militaro-humanitaire. Elle pourrait être durable

La francophonie en péril ?

N'oublions pas que moins de cent mille Haïtiens de la diaspora vivent en France, et surtout en Île de France. Ils sont plus d'un demi-million à vivre au Canada et quatre cent trente mille aux États-Unis. En effectuant leur retour en Haïti, les États-Unis réalisent, au delà de préoccupations humanitaires réelles, une double opération. La première, la plus importante pour eux, est d'ordre géopolitique. Sans verser, une goutte de sang, ils encerclent, avec la Floride au Nord-Ouest et Haïti au Sud-Est, Cuba, l'ennemi héréditaire. Du même coup, ils se rapprochent de l'encombrant Hugo Chavez et du Venezuela. Que les États-Unis jouent là leur brelan d'as, nous n'y verrions pas d'inconvénient majeur.

Par contre cette menace pourrait s'étendre sur le plan culturel. Malgré sa misère, Haïti demeure, sur le plan de la langue et de la culture, un "vaisseau amiral de la francophonie" dans les Caraïbes. Une occupation prolongée pourrait bouleverser ce jeu de combat naval. Sans envoyer par le fond cette "unité culturelle", les États-Unis pourraient réduire progressivement les influences françaises dans les Caraïbes et les Antilles, qu'il s'agisse d'Haïti, de la Martinique ou de la Guadeloupe. Le "vaisseau amiral" haïtien laisse la place à la IV^e Flotte, au destroyer USS Higgins et à l'imposant porte-avions USS *Vinson*. Le coordinateur des aides internationales vient d'être nommé. Il s'appelle Bill Clinton. Haïti était une république. Elle a désormais un roi. ■

Charles-Henri Brignac

Étrange découverte

La presse de ce mardi matin publie le discours prononcé la veille par le chef de la diplomatie américaine. « *L'Iran se dirige, a estimé M^{me} Hillary Clinton, vers une dictature militaire.* » Elle a souhaité que « *la direction cléricale et politique commence à se réaffirmer* ». Je suis sidéré. Le régime iranien ne se transforme pas en « *dictature militaire* ». Depuis qu'il a été instauré, il n'a pas été autre chose qu'un système totalitaire. « *C'est par suite de notre politique qu'un fou fanatique a pu prendre le pouvoir en Iran et envoyer des milliers d'Iraniens devant les pelotons d'exécution* », disait en novembre 1984 le regretté Ronald Reagan lors de son face à face télévisé avec Walter Mondale. Depuis les « *milliers* » se sont transformés en plusieurs dizaines de milliers de victimes. Et malheureusement les conseillers de l'administration Carter sont revenus en force. Washington et les capitales occidentales viennent de perdre une opportunité historique en ne soutenant pas le mouvement du peuple et de la jeunesse iraniens. Il n'est pas encore trop tard pour corriger le tir. Le problème islamiste ne sera pas résolu par une attaque militaire contre les installations nucléaires iraniennes - un crime ; pire, une faute. La seule issue possible est une évolution significative, un vrai changement en Iran. Comme l'avait écrit Maurice Druon, l'essor de l'islamisme radical date de Neauphle-le-Château. La boucle ne sera fermée qu'en Iran. Ouvrez vos yeux M^{me} Clinton.

Houchang Nahavandi
Ancien recteur
de l'université de Téhéran

AFGHANISTAN

Le pari risqué de la "coalition"

Ce dimanche soir, l'impressionnante opération de la "coalition internationale", baptisée *Mochtarek* (commune) contre les Taliban continue dans la province de Hélmend. Les images qu'en diffusent les télévisions américaines rappellent des films consacrés au Vietnam. Cela déjà est un signe. La province de Hélmend, située dans le Sud-Ouest de l'Afghanistan, à la fois proche des frontières iraniennes et située sur celles du Pakistan, est généralement considérée comme un fief des Taliban. Elle est également l'un des principaux centres de culture de pavot et du trafic de drogue, source de financement des islamistes radicaux.

La grande ville de cette province, Mardjah, 120 000 habitants était sous contrôle total des insurgés. Dans sa nouvelle politique, Washington a d'abord voulu frapper un grand coup militaire et sur-médiatisé, et ensuite priver les Taliban de leurs ressources financières, puis rendre au gouvernement de Kaboul le contrôle d'une zone vitale.

Selon les informations officielles, 15 à 20 000 hommes, dont 4 000 Britanniques, un nombre supérieur d'Américains, et quelques milliers de soldats afghans auraient été engagés. La présence des militaires français a d'abord été démentie à Paris. Puis devant les informations fournies par le porte-parole officiel de la coalition (OTAN) sur place, on a été amené à préciser que soixante-dix "instructeurs" français encadraient les troupes afghanes. Seraient également présents des pe-

tits contingents d'autres pays de l'OTAN, Espagne notamment.

Ce porte-parole a déclaré dimanche après-midi que cinq soldats de la coalition, dont un Britannique, et quinze Taliban (comment les reconnaît-on ?) avaient perdu la vie au début de l'offensive. Et, malheureusement, plus d'une dizaine de civils frappés "par erreur".

Une opération aléatoire

Ballet des hélicoptères, chars lourds... Il s'agit d'une offensive classique contre la guérilla par définition peu saisissable et fondue dans la population. Même erreur qu'au Vietnam. En annonçant l'opération, le commandement américain s'est privé de l'effet de surprise qui aurait pu jouer en sa faveur. Samedi et dimanche, les troupes de l'OTAN progressaient ; la population, à laquelle des Ta-

liban étaient sans doute mêlés, fuyait les "zones de combat" et les porte-parole officiels pouvaient constater les premiers succès. En fait, il faudra attendre plusieurs jours et la fin des opérations pour tirer des conclusions valables. La "plus grande opération militaire" engagée depuis le début de l'intervention américaine en Afghanistan réussira-t-elle à installer durablement l'administration afghane dans tous les points de la province, à empêcher la culture du pavot et le trafic de drogue, à apporter à la population les services qu'elle est en droit d'attendre ?

Les Taliban sont déjà partis pour l'Iran ou le Pakistan. Sous peu ils pourraient commencer le harcèlement des forces alliées, organiser quelques attentats spectaculaires et tout risque, dès lors, d'être perdu, y compris l'effet médiatique recherché par l'adminis-

tration américaine. Face au terrorisme, seules la force et la fermeté paient. Mais des spécialistes pensent que des opérations surprises menées par les forces spéciales, suivies de l'installation de quelques centres hospitaliers, de distributions de vivres et de l'ouverture d'écoles pour les filles - au moins à Mardjah, ville contrôlable - auraient pu être plus efficaces, même moins médiatisées aux États-Unis. Contre la guérilla, les chars, l'aviation, les tirs de missiles... ne sont pas les meilleures armes. Au moins certains officiers français de la "vieille école" savent-ils que la contre-guérilla et l'action humanitaire et psychologique seraient plus performantes.

Les premières vraies évaluations de l'opération *Mochtarek* ne seront possibles que dans quelques semaines. ■

Pascal Nari

□ CETTE ANNÉE-LÀ

1581 : Justice pour Henri III

Le 24 septembre, Henri III marie sa belle-sœur Marguerite de Lorraine à l'un de ses favoris : Anne de Joyeuse, baron d'Arques, qui appartient à une vieille lignée du Vivarais.

Cette année-là, la sixième de son règne, Henri III, trente ans, époux de Louise de Lorraine-Vaudémont, mariait sa belle-sœur Marguerite de Lorraine, vingt et un ans, à Anne de Joyeuse, baron d'Arques, vingt et un ans. L'événement, qui fit en son temps grand bruit à la Cour, n'appartient pas à la grande histoire. Nous le retenons quand même parce qu'il nous permet de fustiger ceux qui répandent des inepties sur la prétendue homosexualité du roi Henri III.

Sur les bords riants de la Baume

Anne de Joyeuse appartenait à une vieille lignée du Vivarais établie sur les bords riants de la Baume, affluent de l'Ardèche, et qui servait fidèlement le roi depuis le XIII^e siècle. Dès ses jeunes années, Anne partagea la vie militaire de son père Guillaume, vicomte de Joyeuse, lieutenant général du Languedoc, futur maréchal de France. Très tôt, il se fit remarquer par sa bravoure et sa vive intelligence, à tel point que le roi le nomma à dix-neuf ans gouverneur du mont Saint-Michel, puis érigea en août 1581 la vicomté de Joyeuse en duché-pairie, avec préséance sur tous les autres ducs (hors les princes du sang). Enfin, le 24 septembre 1581, le voici devenu beau-frère de la reine de France. On peut s'étonner d'une telle ascension d'un jeune homme qui, de plus, était d'une grande beauté.

Les historiens sérieux n'ont jamais éprouvé le besoin d'imaginer des histoires scabreuses. Ils s'en sont tenus à ce que l'on sait d'Henri III, et que Olivier Tosseri résume ainsi dans *Historia* de février 2010 : « un caractère entreprenant auprès des femmes, une très grande piété qu'il exprimait de manière



Le ballet du mariage du duc de Joyeuse

spectaculaire au cours de démonstrations d'expiations... » Certes il combla ses amis, ses mignons (mot qui à l'époque signifiait ses préférés, et rien d'autre), de grands bienfaits, au risque de provoquer la jalousie d'autres courtisans, plus nobles, plus âgés, qui se sentirent évincés et qui joignirent leurs calomnies à celles des dirigeants de la Ligue entendant discréditer le roi parce qu'il reconnaissait son cousin Henri de Navarre, chef du parti protestant, comme l'héritier du trône.

Or on doit tout simplement admettre que le roi, dont nul n'a jamais pu relever le moindre comportement équivoque en public, reportait sur ses amis l'affection qu'il aurait eue pour ses fils, si le Ciel lui en avait donné. Reste encore l'extrême raffinement qu'il imposait à sa Cour. Rappelant

qu'Henri III introduisit l'usage de la fourchette à table et qu'il faisait preuve d'une hygiène alors peu commune de son temps, Olivier Tosseri dit qu'il portait « à son comble la recherche vestimentaire pour les hommes » et manifestait « un goût appuyé pour les artifices de la mode ». Laissons braire les gens de mauvaise foi qui ont fondé sur ces observations l'image d'un Henri III efféminé et revenons à ce beau mariage du 24 septembre.

Le faste des noces

C'était un dimanche et le goût du roi pour le faste se donna libre cours. *L'Encyclopédie* de D'Alembert, deux siècles plus tard, cite un contemporain : la cérémonie eut lieu « à trois heures après midi en la paroisse de Saint-Ger-

main de l'Auxerrois. [...] Le roi mena la mariée au moultier, suivie de la reine, princesses et dames tant richement vêtues, qu'il n'est mémoire en France d'avoir vu chose si somptueuse. Les habillements du roi et du marié étaient semblables, tant couverts de broderie, de perles, pierreries, qu'il n'était possible de les estimer. » Et cela continua les jours suivants, le sommet ayant été, semble-t-il, la représentation, après un festin au Louvre le dimanche 15 octobre, du *Ballet de Circé et de ses nymphes* rebaptisé pour l'occasion *Ballet comique de la reine*, où l'on entendit les meilleurs violonistes et chanteurs du temps. N'oublions pas de mentionner que les époux reçurent aussi 300 000 écus du roi...

De la gloire au trépas

Être un favori du roi n'était pourtant point vivre d'hédonisme. Ces jeunes hommes mettaient leur virilité à servir la couronne. Devenu en 1582 grand-amiral de France, puis gouverneur de la Normandie, Anne, après moult campagnes, se laissa emporter par sa jeunesse impétueuse jusqu'à faire massacrer 800 huguenots à La Mothe Saint-Héray, dans le Poitou. Repentant et se croyant perdu aux yeux du roi pour cet acte inexpiable, il crut se racheter en allant barrer la route à Henri de Navarre, le 20 octobre 1587 à Coutras en Gironde ; il y fut non seulement battu mais reconnu par un parent des victimes de La Mothe Saint-Héray qui le tua d'un coup de pistolet. Grand seigneur Henri de Navarre fit rendre les corps d'Anne et de son jeune frère Claude à la famille de Joyeuse et pria pour eux. Déjà Henri IV perçait sous celui que les circonstances forçaient encore à être un chef de parti.

Petit détail gourmand, pour conclure : à l'occasion du mariage, la reine-mère Catherine de Médicis fit servir des macarons apportés d'Italie, dont le jeune duc fut si friand qu'il voulut en faire réaliser par les pâtisseries de son village de Joyeuse (Ardèche). La tradition des macarons s'y perpétue aujourd'hui. ■

Michel Fromentoux

CONFÉRENCES

Charles Maurras et la question religieuse



Le samedi 27 février à 14 h 30

dans la salle des fêtes d'Arzens (11290) à 10 kilomètres de Carcassonne en direction de Montréal.

Le dimanche 28 février à 14 h 30

au château de Thégra, route de Gauré à Balma (31130).

Intervenants :

Philippe Prevost auteur de *Autopsie d'une crise politico-religieuse : la condamnation de l'Action française 1926-1939*

Arnaud de Lassus Saint Genies directeur de l'Action familiale et scolaire

Henri Bec avocat, membre de l'Association Louis XVI

Entrée libre
Libre participation aux frais
Action familiale et scolaire de Toulouse

Tel : 06 76 35 78 03

NOTRE JOURNAL VOUS INTÉRESSE ?

Pour lui permettre de vivre, abonnez-vous, faites des abonnés !

BULLETIN D'ABONNEMENT EN PAGE 8

Xavier Vallat : le retour ?

Les sujets tabous entretiennent les vieilles haines, les exhumers permet d'y voir plus clair. C'est pourquoi nous ne boudons pas le document-fiction que prépare Sylvie Cozzolino, journaliste à France 3, sous le titre *Xavier Vallat, un honnête homme...* Ce projet fait déjà grand bruit en Ardèche où *Le Réveil* (d'Annonay) du 28 janvier et le *Dauphiné Libéré* du 1^{er} février relatent les derniers moments du tournage dans le joli village de Pailharès, dont Xavier Vallat fut après 1919 le maire en même temps que le député de l'Ardèche.

N'attendons pas une hagiographie de ce Vivarais. Le titre même du téléfilm en préparation, *Un honnête homme...*, avec ces trois points de suspension "politiquement corrects", est plein de sous-entendus. Les

auteurs ne pardonnent pas à leur héros d'avoir été à Vichy en 1941 le premier commissaire général aux questions juives. Comment ne pas comprendre qu'avec tout ce que l'on a appris après 1945 sur les horreurs de la barbarie nazie et avec le ressassement médiatique continu de ces douleurs injustifiables, un journaliste ne se croie tenu d'aborder avec des pincettes le personnage ayant rédigé le statut des juifs de 1941 que certains désignent comme le premier pas vers la "solution finale"... ? Toutefois, M^{me} Cozzolino a préféré se porter sur les lieux où le jeune Vallat se forma à une vie de "catholique et français toujours", avant de partir pour le front de la Grande Guerre dont il revint en héros, amputé d'un œil et d'une jambe, mais une fiancée à son bras ! Et sans avoir rien perdu de sa vertu d'espérance !

Nous ne savons pas encore comment l'auteur aura agencé les images d'archives, les entretiens avec les habitants de Pailharès et avec des neveux de la famille Val-

lat, les rencontres entre enfants pailharous et enfants juifs. On peut tout redouter d'un tel montage, mais, tout de même, nous verrons des hommes de chair et de sang, et que l'on ne s'enverra pas à la figure des idéologies désincarnées, comme ce grand mot qui fait si peur d'antisémitisme, dont je peux témoigner que Vallat le détestait...

Pacification

Le téléfilm, nous dit-on, s'inspirera de l'ouvrage de Laurent Joly : *Xavier Vallat - Du nationalisme chrétien à l'antisémitisme d'État*, paru en 2001 aux éditions Grasset. Il n'est certes point satisfaisant mais il est dans le climat actuel le meilleur possible. Pas impartial, mais au moins honnête. Et l'on sent tout de suite, qu'il le veuille ou non, que le jeune auteur a été impressionné par la personnalité de son héros. Joly le montre à la Chambre, défendant, tout près de Léon Daudet, la famille, la

nation, la religion, et l'on s'aperçoit que Vallat fut très vite obnubilé par le danger communiste beaucoup plus que par les juifs. Ceux-ci, que dans les années trente l'opinion, de droite et de gauche, ne flat-tait guère, apparaissaient à Vallat, à l'instar de l'Israélite Bernard Lazare, comme un danger dans la mesure où leur esprit de domination et de possession pouvait servir à diluer la nation, donc à la désarmer devant le communisme. De là son désir de limiter leur influence, question qu'il voulut régler dans la tradition française, et j'insiste : sans rien devoir aux Allemands !

Joly relève les efforts de Vallat en faveur des juifs anciens combattants, ou infirmes, il cite sa véhémence protestation après la rafle de décembre 1941. Il semble toutefois douter, à tort, pensons-nous, que Vallat avertissant son ami le docteur Nora, ait sauvé 10 000 juifs de la rafle du 26 juillet 1942. Rappelons que pas une seule déportation n'eut lieu sous le »»»

IL Y A CENT ANS

Paris inondé raconté par L'AF

Il y a tout juste un siècle, la capitale était envahie par les eaux. Présentée d'abord comme un fait divers, la crue de la Seine fut bientôt traitée comme un événement politique par *L'Action Française*. Plongée dans l'histoire à travers les archives du quotidien monarchiste..

Rome a brûlé. Londres a brûlé. Moscou a brûlé. Paris a été inondé. Une fois par siècle Paris connaît son *aqua alta* et prend les traits de Venise, ce paradis lacustre plus que terrestre dont rêvait le jeune Paul Morand : « *Le macadam était dur à mes pieds ; je pensais à Venise, j'entendais célébrer cette ville né-nuphar où chaque rue était la Seine.* » En janvier 1910, il devint inutile de visiter la Sérénissime ; la Seine entra dans les rues de Paris. Comme une limite au progrès technique, industriel, scientifique, la nature reprit ses droits. Mais le progrès se manifesta alors d'une autre manière : ce fut la première inondation de Paris captée par l'œil du photographe.

Que d'eau ! Que d'eau !

Rappelons que la crue commença au milieu de janvier 1910. Le 20, la navigation avait été interrompue. Le 23, le niveau de 1876 était dépassé - celui devant lequel Mac Mahon s'écria « *Que d'eau ! Que d'eau !* » Le 28, on atteignait 8,5 mètres au pont de la Tourne-elle. Le 30, la baisse se manifesta mais il y eut encore trois crues secondaires en février. La Seine regagna son lit vers la mi-mars 1910. Que disait alors *L'Action Française* ?

Ce quotidien qui n'avait pas même deux ans, constitué de quatre pages et sans illustration, relé-gua d'abord l'événement au rang des faits divers. L'inondation fut traitée jusqu'au 25 janvier d'un point de vue purement factuel dans la rubrique "Dernière heure", le journal se contentant de signaler les différents incidents à Paris et en province : élévation quotidienne des eaux, effondrement de terrains, trains bloqués, arrêt des horloges pneumatiques à Paris.



Des camelots du Roi en 1910

Le 23 janvier, tandis que Léon Daudet continuait de régler ses comptes dans son éditorial avec Arthur Meyer, directeur du *Gaulois* et royaliste hostile à l'Action française, Pierre Gerfaut n'échappait pas au pathos : « *Le plus terrible, c'est lorsqu'en pleine nuit les bourdons ébrantés aux clochers des villages, sonnent [...] leur tocsin d'alarme. Leurs voix graves crient dans l'espace: "Les eaux !" [...] et de plus lointaines cloches répondent en écho: "Fuyez !" [...] Les pieds nus claquent aux planches des escaliers. [...] Les femmes, les mères surtout serrant leur enfant dans les bras sont les plus alertes. En bas, l'eau parfois est déjà là qui sournoisement a franchi le seuil...* »

Le 25 janvier, l'inondation prit enfin place dans l'éditorial. Maurras ne s'en prenait pas aux institutions publiques : « *La foule court se plaindre aux autorités compétentes. Que faire ? Rien du tout.* » L'article fut l'occasion d'évoquer la beauté d'une nature implacable mais il se terminait par un éloge du local, des solidarités naturelles c'est-à-dire nationales et donc par la dénonciation de l'utopie internationaliste. « *L'assistance ne fonctionne pas entre l'Esquimaux et le Provençal qui ne se sont jamais vus mais bien de porte à porte, de clocher à clocher, entre gens qui se sont connus et estimés.* » Somme toute, une catastrophe naturelle rapportée en termes politiques.

Le 26 janvier, deux ans avant la disparition du *Titanic*, Daudet, sournoisement ironique, mit en scène le naufrage de l'Assemblée nationale. La Chambre, envahie par les eaux, était victime « *d'une agonie aquatique* » mais sombrait avant tout dans le ridicule. Daudet, antiparlementaire inventif et souriant, évoqua Jean Jaurès discourant l'eau jusqu'au ventre, « *s'épongeant le front que gagnait l'eau de la sueur.* [...] Un grand nombre de députés pleuraient et se lamentaient, déclarant qu'ils n'avaient pas atteint la soixantaine, qu'ils avaient des femmes et des enfants, des électeurs à nourrir, qu'ils n'avaient pas encore été ministres, que cette potée d'eau allait les priver de pots de vin... » Les formules s'enchaînaient : « *Les remous croissants de la masse humide... Le long Ribot se leva presque sûr de disparaître le dernier à cause sa haute taille... Pelletan livide, tous ses poux debout sur ses cheveux hérissés...* » Et pour Aristide Briand, « *ancien poisson qui flairait l'humide...* », la métaphore du maquereau.

La gueuse responsable

Fataliste le 25, ironique le 26, *L'Action Française* changea de ton le 27 et reprit la critique des pouvoirs publics et donc du régime en place. La gueuse était responsable de toute cette boue. Les mots désordre, incurie, anarchie, étaient martelés sur toutes les pages. Daudet ouvrit le feu : « *Les Français [...] sont abandonnés à leurs propres forces.* [...] Être en république, c'est être en irresponsabilité. » Quant au président de la République, Fallière, Daudet le présenta comme un nouveau Néron ou un nouveau Louis XV, partagé entre la lyre devant l'incendie et un "après moi



le déluge" : « *Fallière avait commencé par aller regarder d'un œil morne le pont de l'Alma [...] en songeant qu'est-ce que ça va encore me coûter ?* »

L'Action Française n'était d'ailleurs pas la seule à dénoncer la catastrophe à des fins politiques. L'Église, cinq ans après la loi de Séparation, mit en avant une punition divine tandis que Jean Jaurès, dans *L'Humanité* du 28 Janvier 1910, dénonçait à son tour l'incapacité des gouvernants : « *Une société où les citoyens sont ainsi à la discrétion des éléments est comme une maison sans toit.* [...] Dans ce désastre, il y a une leçon. » Mais au fond seule l'action des camelots du Roi, pourtant ignorés par la préfecture (distribution de soupe, sauvetage, surveillance des biens), annonça les sacrifices consentis lors de la Première Guerre mondiale par les royalistes d'AF, ralliés et même initiateurs de l'Union sacrée.

Pour l'heure, si vous vous passionnez pour les ours qui s'évadent, les girafes poitrinaires, le vin de Bercy dilué dans l'eau et les gares transformées en piscines, plusieurs expositions se présentent à vous jusqu'au 6 mars : à l'Hôtel de ville de Boulogne-Billancourt (heures d'ouverture de la mairie) ; aux Antiquaires du Louvre (rue de Rivoli, du mardi au dimanche de 11 heures à 19 heures) ; à la bibliothèque historique de Paris (du mardi au dimanche de 13 heures à 19 heures). Et jusqu'au 17 avril au Pavillon de l'eau (77 avenue de Versailles, Paris 16^e). ■

Marc Savina

»»» mandat de Vallat et que l'Union générale des Juifs de France vint supplier le Maréchal d'intervenir pour que Vallat restât à son poste quand les Allemands exigèrent son départ le 19 mars 1942 pour le remplacer par Darquier de Pellepoix.

Face aux juges de la Haute Cour

Reste une image qui laissa ses plus fieffés ennemis bouche bée, et que nous espérons voir dans le téléfilm, celle de Vallat tenant tête en 1947 à ses juges de la Haute Cour de justice de la Libération. Il risquait sa vie, mais il s'exprimait posément, ne fuyait aucune responsabilité, clamait sa fidélité au Maréchal et son amour absolu de la France. Il ne craignait que Dieu seul ! En 1950, gracié par le

président Vincent Auriol, il revint très simplement "vivre entre ses parents le reste de son âge". Bien vite j'eus l'occasion de goûter son bon sens terrien, sa bonhomie, sa verve paysanne. Dans les années soixante, il résidait à Annonay tout en se rendant chaque semaine à Paris où il dirigeait, et avec quelle finesse !, notre hebdomadaire alors intitulé *Aspects de la France*. Un demi-siècle nous séparait, mais il souhaita me voir écrire dans le journal de l'Action française, que dirigeait à partir de 1965 Pierre Pujo. Ce fut la grâce de ma vie. Nous attendons ce téléfilm avec vigilance ; il s'ouvre dans la sérénité de l'inhumation de Xavier Vallat le 8 janvier 1972 à Pailhères et il pourra, nous l'espérons, commenté de bonne foi, jouer un rôle de pacification. ■ M.F.

Calvin

Par Aimé Richardt

Avec la collaboration de Jean-Gérard Théobald

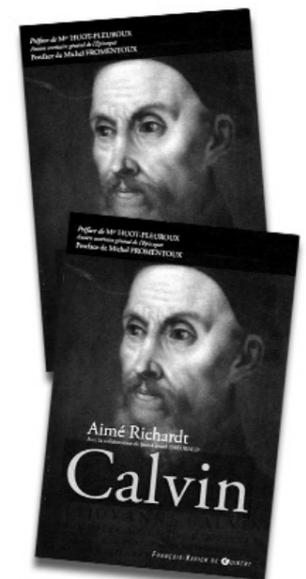
Préface de M^{gr} Huot-Pleuroux, ancien secrétaire général de l'épiscopat

Postface de Michel Fromentoux, rédacteur en chef de *L'Action française* 2000

Spécialiste des XVI^e et XVII^e siècles sur lesquels il a publié de nombreux ouvrages, dont un couronné par l'Académie française, Aimé Richardt dresse, à travers le vie de Calvin, un tableau vivant des querelles religieuses de la Ré-

forme, dont il met en scène les principales figures : Luther, Zwingli, Théodore de Bèze...

✓ Éditions François-Xavier de Guibert, 14 janvier 2010, 261 pages, 23 euros. Disponible à nos bureaux.



□ PROMENADE LITTÉRAIRE

Un mot énigmatique

S'agit-il de quelque fruit sauvage, ou bien de termes chargés de sous-entendus coquins ? Recueillis dans le langage du Morvan ou de la Terre-Plaine, les *gandoises* nous entraînent vers de nouvelles divagations...

C'est au cours de mes innombrables promenades dans les campagnes languisières que j'ai retrouvé ce mot énigmatique de « *gandoises* ». Je fus d'abord tenté d'y voir un nom de quelque fruit sauvage éclos dans les épines d'un buisson. Mais la mémoire de la toute première enfance me rappela que je l'avais entendu dans les propos d'une aïeule : « *Il nous raconte des gandoises* », disait-elle de quelque irrévérencieux plaisantin.

Complicité secrète

Je n'eus pas de peine à comprendre que les « *gandoises* » désignaient des termes chargés de sous-entendus coquins, en somme ce qu'aux siècles passés on eût qualifiés de "propos libertins". Il est probable que la digne grand-mère avait recueilli les « *gandoises* » dans le patois de ses origines, dans le langage du Morvan ou de la Terre-Plaine.

Le Français, conservateur de nature, se plaît à collectionner des termes chargés d'une complicité secrète alliée à une réprobation critique. Mon vieil ami Polydore s'étonne, avec une naïveté apparente, de la multiplicité des mots qualifiant l'insuffisance mentale, comparée à un vocabulaire désignant les dons précieux et supérieurs de l'intelligence. Polydore, en proie à la passion du collectionneur, a rempli trois colonnes, sur trois pages de son cahier, de



mots regardés ordinairement comme péjoratifs : *inepties, sottises* rejoignent *radotages, sornettes, fariboles, billevesées* - sans aller jusqu'à faire un sort à *turlutaines*, et (suprême audace) à *couillonades*.

Préciosité

Avec *farfelu*, l'éternelle séduction de la préciosité retrouve ses droits, et l'on se remémore le jugement grinçant d'une psychologue célèbre, classant l'humanité

en trois catégories : les crétins, les « *crétinoïdes* » et les « *crétineux* ». Il semble que la dernière classe soit préférable. Mais ces cogitations nous amènent à envisager la valeur de l'esprit français sous des aspects inaccoutumés. Il est des modes d'expression qui paraissent indispensables, et même fraternels... C'est pour cette raison que je préfère certaines plaisanteries à d'autres : j'entendis autrefois qualifier l'eau potable de « *Château-Lapompe* » - sur le modèle des Bordeaux vé-

nérables. Mais dans un village bourguignon ce breuvage modeste était nommé « *anissette à goujons* », qui me semble plus rare et plus poétique.

Des spectacles riches en plaisants jurons

Même avec le secours érudite de l'ami Polydore, j'ai dû renoncer provisoirement à découvrir l'origine de *farfelu* et *loufoque*. Tout au plus, je suppose que « *As-tu vu Lambert ?* » et « *Merci pour la langouste !* » se référaient à des dialogues mal compris de piétons parisiens avec des passagers d'omnibus, en un temps déjà ancien... « *Et ta sœur ?* » était une réplique moqueuse à quelque personnage indiscret celui-ci ne pouvait manquer de répliquer : « *Elle bat le beurre !* » On ne saurait expliquer, sauf par une rime approximative, et même une douteuse assonance, la présence de cette référence culinaire, rurale et gastronomique.

Certaines locutions sont destinées mystérieusement à un emploi pessimiste et méprisant. J'aime assez les jurons plaisants dont les dialogues du spectacle ont fait volontiers usage : « *Punaise !* », ou encore dans un roman de La Varende, si mes souvenirs sont exacts, une jeune Normande s'exclame : « *Ah ! Position !* »

Il s'agissait évidemment d'une position dépourvue de confort ! Mais tout compte fait, je crois que je donnerai le prix de la malédiction pittoresque au mot *tisane*. Ce serait, m'a-t-on affirmé, l'authentique exclamation coutumière d'un vigneron du Berry, trop bon chrétien pour profaner par un juron le nom du Tout-Puissant. Le brave homme étant de plus un fervent royaliste, il mérite bien qu'on lui laisse le dernier mot... ■

Jean-Baptiste Morvan

Métiers du spectacle



"Grandeurs et servitudes des métiers du spectacle", tel était le sujet du dîner-débat organisé, le 3 février, au restaurant de la gare d'Austerlitz, par le cercle Alexis de Tocqueville, que préside Didier Béoutis. L'invité d'honneur, M. Michel Vocoret, qui a pratiquement tout fait depuis cinquante ans, dans le monde du spectacle - acteur de théâtre, de cinéma (notamment dans les films de Marc Allegret et Jean Delannoy) et de télévision, auteur, réalisateur et producteur de films, auteur aussi de pièces de théâtre -, était bien placé pour parler du sujet.

Les conditions de la profession ont beaucoup changé en l'espace d'une trentaine d'années : à l'époque, il était encore facile de monter des pièces de théâtre ou des films de qualité, avec des budgets raisonnables et un public assuré. Le "vedettariat" a modifié les données. On construit maintenant une pièce ou un film avec une ou deux "têtes d'affiche" censées attirer le public... et les financements, privés comme publics. Une fois bien rémunérée, la "vedette" bâcle son rôle, mais comme le public est au rendez-vous, le système se perpétue... Les spectacles de qualité sans vedette, sont, dès lors, beaucoup plus difficiles à monter, et de nombreux acteurs de qualité sont contraints de végéter en acceptant des emplois peu valorisants et mal rémunérés (doublures, doublages), grossissant ainsi la population des "intermittents du spectacle" qui bénéficient d'indemnités de chômage s'ils justifient de trois mois de salaire au cours des dix derniers mois.

Illustrés par de nombreux exemples et aussi des anecdotes vécues, les propos de M. Vocoret ont donné lieu à un large débat auquel participèrent notamment plusieurs metteurs en scène et comédiens présents (Yves Letourneur, Patrice Mellenc, Marie-Brigitte Andreï, Serge Zeitoun), l'ensemble faisant de cette soirée un moment fort intéressant et instructif. ■

✓ *Hold up*, une excellente comédie policière de Michel Vocoret, sera jouée par la compagnie 13 en scène, dans une mise en scène de Yves Letourneur, du 27 au 29 mars, au théâtre de la Camilienne, 12 rue des Meuniers, Paris 12^e.

Paris dans la BD

Les *turfistes* se pressaient l'autre dimanche à Vincennes. Les parisiens allaient bon train. Les clameurs saluaient le galop vainqueur. Le jockey primé, en casaque, était, après la pesée, accueilli par des pom-pom girls se trémoussant d'autant plus qu'elles étaient frigorifiées.

Parmi les *turfistes*, beaucoup étaient d'occasion. Ils étaient venus au salon de la bande dessinée qu'abritaient les vastes salles de l'hippodrome de Vincennes. Ici, à la course de popularité, les Belges décrochaient le Grand Prix.

Une queue sans fin serpentait devant la table où Francq et Jean Van Hamme dédicaçaient les albums de Largo Winch.

Un Belge mis en exergue

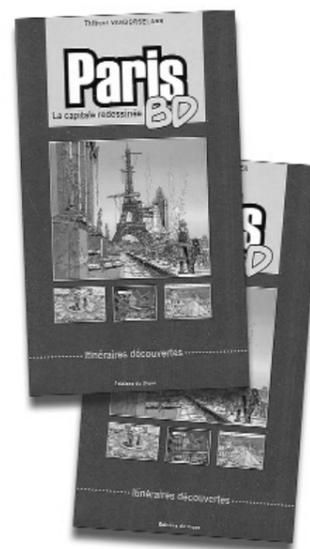
C'est un autre Belge que nous aimerions mettre en exergue. Moins connu mais auteur d'un guide de Paris bien fait et original. Paris "redessiné" puisque chacun des quinze circuits proposés est illustré de dessins extraits de bandes dessinées plus ou moins connues. « *Visitez Lutèce* », invite un dessin sorti d'*Astérix et la serpe d'or*. Ne résistez pas, laissez-vous guider, vous ne le regretterez pas. Paris vu par Tardi, Tibet, Jacques

Martin, Chaillet et leurs héros, qu'il s'agisse d'Alix le Gaulois "romanisé", de Vasco le jeune Italien parcourant l'Europe au bas Moyen Âge, des détectives célèbres de la BD Ricochet et Nestor Burma, des héroïnes comme Adèle Blanc-Sec et ses *Aventures extraordinaires*...

L'histoire et l'imaginaire s'épaulent pour offrir un Paris insolite. C'est un guide qui avive vos curiosités. Il vous fait découvrir Paris et dans le même temps l'univers de la BD.

Si vous n'étiez déjà mordu, vous le deviendrez ! ■ Ch-H.B.

✓ Thibaut Vandorselaer : *Paris BD, la capitale redessinée* ; éd. du Signe, 351 p., 25 euros.



James Bond ressuscité

C'est une fantaisie à la mode importée des USA que de vouloir donner des suites à des classiques. D'ordinaire, le résultat n'est guère heureux. L'on pouvait s'attendre au pire en

apprenant que l'éditeur de Ian Fleming, créateur du mythique agent 007, souhaitait continuer la série des James Bond. Or, Sebastian Faulk en charge de cette mission quasi impossible s'en sort plutôt à son avantage. Voilà le lecteur replongé dans l'univers primitif de la série, celui des années soixante, en pleine Guerre froide. L'agent se-

cret est chargé par le MI 6 d'enquêter sur le compte d'un homme d'affaires soupçonné de divers trafics mais passé à des activités plus redoutables pour le monde libre : déclencher la troisième guerre mondiale... Si vous êtes amateur de 007 et de ses avatars littéraires ou cinématographiques, vous aimerez cette nouvelle aventure fi-

dèle à l'esprit du maître où presque toutes les ficelles du genre sont utilisées à bon escient. Incontestable réussite qui devrait être suivie de bien d'autres.

Caroline Bernet

✓ Sebastian Faulk, d'après Ian Fleming : *Le diable l'emporte* ; Flammarion, 352 p., 18 euros.

□ TÉMOIGNAGES

Retour sur la Guerre froide

L'ouverture partielle des archives soviétiques, la déclassification d'archives occidentales apportent un nouvel éclairage sur l'histoire secrète des relations Est-Ouest. Un transfuge francophile, un agent soviétique en exil et un journaliste enquêtant sur la CIA nous révèlent un passé effarant.

La détermination d'un seul homme a-t-elle suffi à ébranler l'URSS au point d'en provoquer l'écroulement ? La question se pose s'agissant de Vladimir Vetrov, lieutenant-colonel du KGB, fusillé à Moscou le 23 janvier 1985 pour haute trahison. Un quart de siècle après, l'homme et le rôle qu'il tint demeurent également mal connus, même si l'on commence à prendre la mesure de leur importance. Un film récent, *L'Affaire Farewell*, a popularisé le personnage et donné envie d'en savoir davantage sur lui. Il le mérite.

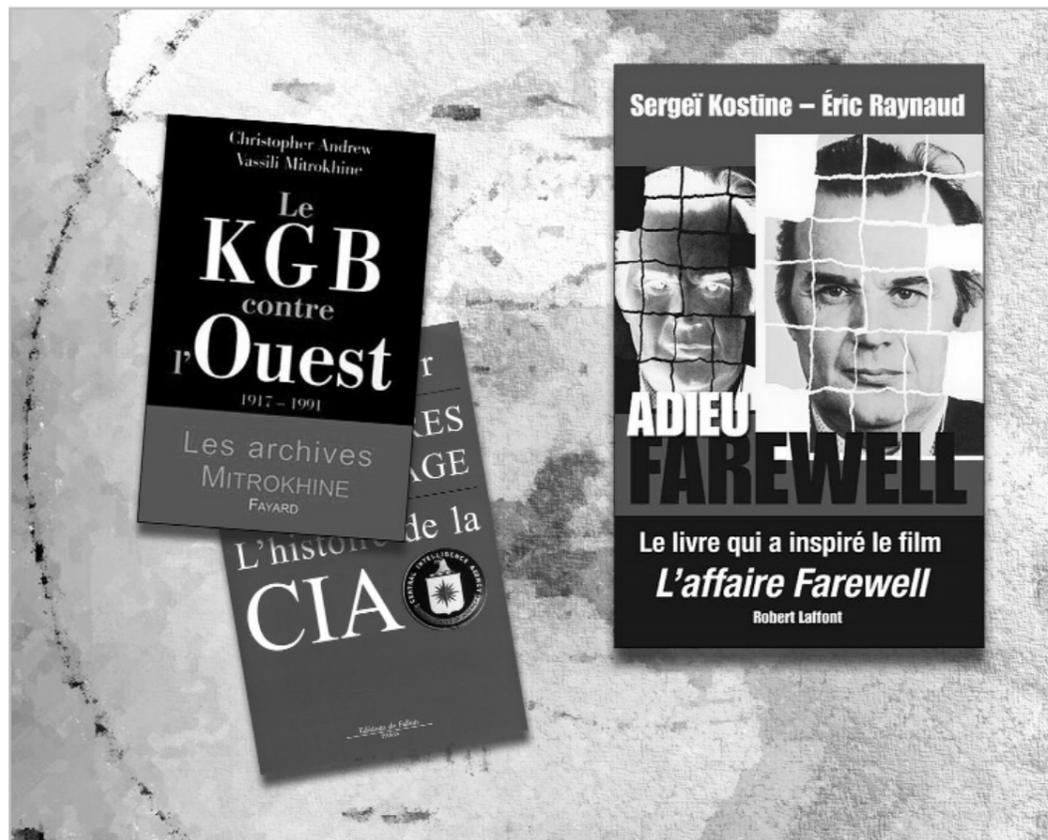
L'homme qui mit l'URSS à genoux

Pour mieux comprendre, une seule source fiable : le livre qu'un journaliste russe, Sergueï Kostine, lui consacra en 1996, aujourd'hui repris en collaboration avec le Français Éric Raynaud sous un nouveau titre, *Adieu Farewell*, qui tente de reconstituer les faits et leur déroulement de la manière la plus exacte possible, sinon toujours la plus crédible.

Automne 1980 : depuis quelques mois, la tension monte entre l'Est et l'Ouest au point de faire craindre un conflit. Un succès de la Gauche à la prochaine présidentielle française amènerait les communistes au gouvernement, hypothèse qui plonge les Américains dans l'inquiétude. C'est dans ce contexte qu'advient un événement improbable mais déterminant lorsque la DST est, depuis Moscou, approchée par le colonel Vetrov. Le personnage ne lui est pas inconnu. Identifié pour ses activités d'espionnage technologique sous couverture diplomatique, Vetrov était en poste à Paris dans les années soixante.

À l'époque, ce francophile qui avait pris goût au capitalisme avait failli se laisser retourner mais le patriotisme, l'angoisse pour les parents laissés là-bas l'avaient emporté. Depuis, la DST n'avait plus de nouvelles. Pendant un an, Vetrov, prenant des risques considérables va, chaque semaine, livrer les secrets de l'espionnage technologique du KGB, sur lequel repose l'essentiel de l'économie soviétique et, surtout, la capacité de l'URSS à rester dans la course aux armements. Leur exploitation suffira à mettre le régime communiste dans une situation intenable. Chacun connaît la suite.

Le défaut du plan, et Vetrov, excellent professionnel, le connaît, c'est qu'exploiter les renseignements équivaut à condamner la source. Tôt ou tard, ses collègues comprendront qui est Farewell. Pourtant, Vetrov refuse tout : l'argent, les papiers français pour son fils et lui, l'exfiltration qu'il sait irréalisable, la DST ne pou-



vant l'aider si loin de ses bases. Pourquoi joue-t-il ainsi sa vie ? Amour de la France, haine du régime communiste, désir d'offrir à son fils et à son pays la liberté, besoin de se venger du KGB qui n'a pas su reconnaître ses talents exceptionnels ? Nul ne le saura jamais.

Le fait est que cet agent brillant relégué au fond d'un bureau va détruire le système, et mettre l'URSS à genoux. Il en mourra, évidemment, au terme de péripéties qui contribuent à brouiller un peu plus son image. Ce n'est pas sa correspondance avec sa famille durant son emprisonnement qui aidera à comprendre, Vetrov la savait lue ; ni les interrogatoires de son procès. Quant à sa "confession", rédigée avant son exécution, elle disait si nettement ce qu'il pensait du modèle socialiste que le KGB renonça à la rendre publique...

Le KGB n'était pas invincible

La tentative d'analyse psychologique est d'ailleurs la partie la plus faible d'un livre qui se lit comme le plus haletant des romans d'espionnage. Traître ou héros, pauvre type vindicatif qui noyait ses échecs dans l'alcool ou génie méconnu de la guerre secrète, le colonel Vetrov, entre ombre et lumière, prend une dimension singulière. Le fait est que nous lui devons beaucoup.

À son traitant français qui lui demandait pourquoi il faisait cela, Vetrov dit un jour : « *Parce qu'ils sont dangereux, et ils sont dangereux parce qu'ils sont c... !* ». Opinion autorisée que ne réfute

pas un autre ancien du KGB, le colonel Vassili Mitrokhine. À l'époque où Vetrov livrait à la France de quoi faire sauter l'URSS, Mitrokhine s'employait à une besogne moins urgente mais qui lui aurait coûté tout aussi cher s'il s'était fait prendre : responsable des archives de l'espionnage soviétique, et conscient que l'on faisait disparaître les dossiers les plus sensibles, il entreprit, en effet, de recopier systématiquement les documents qui, de 1917 aux années quatre-vingt, apportaient la preuve des crimes et des manipulations du régime.

En 1991, époque moins dangereuse, Mitrokhine, contre l'asile politique, livra cette énorme documentation aux Britanniques, permettant d'éclairer certains pans obscurs de l'histoire contemporaine mais aussi de faire arrêter de très nombreux collaborateurs du Renseignement soviétique. Il y eut quelques scandales retentissants quand il s'agissait d'hommes politiques ou de célébrités. Même s'il ne faut pas exclure que "les archives Mitrokhine" publiées sous un titre accrocheur, *Le KGB contre l'Ouest*, comportent un certain nombre de faux destinés à désinformer ou intoxiquer l'opinion in-

ternationale, elles restent, dix ans après leur divulgation, un document indispensable pour mieux comprendre, de l'intérieur, ce que furent l'Union soviétique, ses dirigeants, ses ambitions, et le mal qu'ils firent.

D'abord à la Russie. En quoi une conversation entre Mitrokhine et l'un de ses camarades est révélatrice de l'écoeurement généralisé des mieux informés : « *Tout cela vous donne honte d'être russe...* » « *Non, cela donne honte d'être soviétique.* » L'on comprend mieux pourquoi les meilleurs firent en sorte de n'avoir plus honte.

La CIA non plus

Le travail de Vetrov comme celui de Mitrokhine démontre que le KGB, pour très efficace et dangereux qu'il fût, n'était cependant pas le monstre invincible et tout puissant que ses adversaires avaient fini par imaginer. La CIA, dont les Russes avaient une peur équivalente, ne l'était pas davantage. Tant s'en faut ! L'incapacité du Renseignement américain à anticiper les attentats du 11 Septembre a mis en évidence les faiblesses du service, attribuées à une mauvaise recon-

version de l'espionnage des USA, incapable de s'adapter au monde et aux périls de l'après-Guerre froide. Une enquête du journaliste Tim Weiner, *Des cendres en héritage, l'histoire de la CIA*, oblige à reconsidérer la question et démontre que les faiblesses découvertes en 2001 existaient depuis le début ; en soixante ans, l'essentiel du travail de l'agence fut de dissimuler aux présidents américains, au Congrès et à l'opinion son manque d'efficacité, ses erreurs cataclysmiques et le prix à payer pour tout cela.

Créée, non sans peine car elle entrait en contradiction avec les principes fondamentaux de la déclaration d'indépendance, en 1947 afin de lutter contre l'URSS, la CIA se fixa pour but de détruire le communisme, obtint pour y parvenir des sommes colossales dont elle ne justifiait pas l'utilisation, et ne prit jamais les mesures nécessaires pour arriver à ses fins. Parfaitement ignorante des réalités du monde extérieur, ne jurant que par l'action, le plus souvent improvisée, sans agent capable de pratiquer une langue étrangère, l'agence déstabilisa des puissances amies et provoqua des désastres sur tous les fronts, qu'elle camoufla supérieurement en réussites.

La survie du monde libre confiée à des "clowns"

Le lecteur reste accablé en songeant que la survie du monde libre reposait en partie sur ceux que Nixon qualifiait aimablement de "clowns" ... Des clowns dangereux, cependant, à l'instar de leurs confrères du KGB. Il faut n'avoir pas lu Weiner pour se demander pourquoi Vetrov s'adressa aux Français plutôt qu'aux Américains. Découvrir cet angoissant envers de l'histoire contemporaine est indispensable. Sans toutefois perdre de vue que l'auteur, très américain, ne comprend pas toujours les situations qu'il décrit. Cela explique pourquoi il est porté à excuser les coups tordus de l'agence lorsqu'ils visaient des monarchies, des pouvoirs nationalistes ou catholiques. En cela, l'analyse de l'assassinat du président vietnamien Ngo Din Diem est très révélatrice. Une réalité à ne jamais perdre de vue s'agissant des États-Unis. ■

Anne Bernet

✓ Sergeï Kostine et Éric Raynaud : *Adieu Farewell* ; Robert Laffont, 425 p., 22 euros.

✓ Christopher Andrew et Vassili Mitrokhine : *Le KGB contre l'Ouest* ; Fayard, 980 p., 30 euros.

✓ Tim Weiner : *Des cendres en héritage, l'histoire de la CIA* ; Fallois, 540 p., 23 euros.

Rainbow Warrior

Jusqu'à quel point les services spéciaux parviennent-ils à contrôler auprès des médias les informations qu'ils souhaitent laisser filtrer ? Parviennent-ils à manipuler l'opinion ou la désinformer ? Sont-ils capables d'in-

fluer sur leur propre image, celle qu'ils renvoient à travers la presse, la télévision, mais aussi le cinéma et la littérature ? Autant de questions étudiées ici à travers un cas précis, celui de l'affaire du *Rainbow Warrior*, authentique succès opérationnel des services français rendu inopérant et

même très contre-productif du simple fait de sa divulgation. Une étude documentée, intéressante qui soulève autant d'interrogations qu'elle en résout.

A.B.

✓ Sophie Merveilleux du Vignaux : *Désinformation et Services spéciaux* ; Le Rocher, 240 p., 18 €.

□ FÉMINISME

Le dernier avatar de l'égalitarisme

Le féminisme et ses quotas en témoignent : on en vient à rejeter toute idée de vocation différenciée dans la société. C'est l'ultime étape d'un processus de nivellement égalitaire, auquel on ne saurait se contenter d'opposer une critique libertarienne : celle-ci s'alimente aux mêmes sources. Explication.

Nous parlions dans notre précédent numéro de la parité à l'occasion de la proposition de loi Copé tendant à imposer des quotas de femmes à la tête des grandes entreprises. Nous dénoncions d'abord le caractère contradictoire d'une telle mesure, contraire au libéralisme que la droite française prétend incarner. Nous dénoncions ensuite son caractère irréaliste et utopique, en ce sens qu'elle ne prend pas en compte les différences naturelles qui existent entre les hommes et les femmes, différences qui expliquent mieux qu'un prétendu complot masculin, la moindre représentation des femmes dans les fonctions de direction, qu'il s'agisse de pouvoir politique ou de pouvoir économique.

La modernité

Il nous faut examiner maintenant comment nous en sommes arrivés là, pourquoi, pour la première fois dans l'histoire humaine, on en vient à rejeter toute idée de vocation différenciée dans la société pour les hommes et les femmes. Pour les besoins de cet examen, nous devons exposer, dans un premier temps, en quoi cette négation de la vocation différenciée des hommes et des femmes constitue l'ultime étape d'un processus de nivellement égalitaire qui trouve son origine dans la modernité occidentale et sa dynamique démocratique. Puis, dans un second temps, il nous faudra rechercher quelles idées, quels principes, pourraient permettre de critiquer ce processus et de rétablir une vision plus réaliste et plus profitable aux individus comme aux sociétés.

Encensée par les uns, honnie par les autres, la modernité est pour commencer un concept polémique : éternelle querelle des Anciens et des Modernes. Mais si les avis divergent sur l'appréciation qu'il faut porter sur elle, ils ne s'accordent guère non plus sur sa définition ou sa chronologie. Le commun des mortels s'en tient à une vision empirique et égocentrique : la modernité est assimilée au présent immédiat et à son actualité par opposition aux modes et aux valeurs du passé proche. En ce sens, chaque génération fait l'expérience de sa propre modernité avant de faire celle de son usure et de la nostalgie de sa jeunesse... Toutefois, chacun sent bien que cette vision un peu courte laisse de côté l'essentiel. En effet, nous savons tous, plus ou moins confusément, qu'il existe de grandes fractures, des bonds, des accélérations du rythme de l'Histoire. Il y a un avant 1492 et un après, un avant 1789 et un après, un avant 1945 et un après, etc. Pour sortir de cette équivoque et trouver un appui à notre ré-

flexion, nous suivrons, dans la suite de cet article, la définition de la modernité qui se dégage du rapprochement entre des ouvrages aussi différents que *La Crise de la conscience européenne* de Paul Hazard, *La Crise du monde moderne* de René Guénon, *La Démocratie contre elle-même* de Marcel Gauchet ou *L'Ère du vide* de Gilles Lipovetsky.

Relativisme

Selon les auteurs de ces œuvres, la modernité réside dans la remise en cause de l'idée de tradition, dans la valorisation du changement, dans l'apologie du progrès. Elle s'enracine dans le relativisme religieux induit par les déchirements spirituels de l'Europe de la Renaissance, renforcé par le relativisme culturel né de la découverte de nouveaux continents, dans l'humanisme de la Renaissance, le rationalisme des Lumières et la sécularisation croissante de l'Occident, qui voit se développer une civilisation purement matérielle sur les ruines de la Chrétienté. Ce mouvement se poursuit avec les révolutions politiques comme celle de 1789 et l'établissement de la démocratie moderne. Celle-ci accouche de l'idée de souveraineté populaire et des grandes idéologies comme le libéralisme, le socialisme et les différents totalitarismes. Pour la période contemporaine, Gauchet et Lipovetsky parlent l'un d'hypermodernité, l'autre de post-modernité. Ils expliquent de manière assez similaire que les sociétés occidentales, fatiguées par la tension permanente qui avait été nécessaire aux grandes mutations et aux grandes révolutions de l'ère moderne, aspirent désormais à profiter paisiblement des acquis de la modernité dans une phase plus hédoniste et plus

individualiste de ce mouvement historique. L'heure n'est plus aux grands combats collectifs pour l'émancipation de l'individu mais à la jouissance des fruits de cette émancipation, à la recherche du bonheur conçu comme autonomisation, indépendance et autodétermination.

Cette aspiration à l'autonomie de l'individu que l'on peut nommer individualisme moderne et qui s'accompagne d'un rejet de toute idée de subordination et de hiérarchie naturelle avait déjà été diagnostiquée par Tocqueville comme la passion démocratique par excellence : la passion égalitaire. L'homme moderne et, plus encore, l'homme post-moderne est comme acharné à la destruction de tout obstacle à la réalisation de cette égalité.

Une idée chrétienne devenue folle

Chesterton dans *Orthodoxie* affirme que « le monde moderne est envahi de vieilles vertus chrétiennes devenues folles ». De toute évidence l'égalité est de celles-là. Par rapport au paganisme qui justifiait les inégalités entre classes comme entre nations, l'universalisme chrétien introduit, au plan spirituel, l'idée d'une égalité fondamentale de tous les enfants du Dieu unique face au salut. Légitime dans son ordre, cette idée, déplacée du spirituel au temporel, devait logiquement entraîner la subversion de l'ordre social traditionnel. Aucune inégalité, aucune autorité fondée sur la tradition, même utile au Bien commun, ne put lui résister. Remarquons en passant que c'est pour cette raison précise que les arguments en faveur de la monarchie développés par les meilleurs auteurs de la tradition philosophique, aussi justes

et pertinents soient-ils, sont devenus totalement inefficaces sur nos contemporains. Ils les comprennent s'ils sont intelligents mais ils ne les admettent pas pour autant. La remise en cause dans la période récente (en France la disparition de la famille patriarcale dans le droit date des années soixante) des différences entre les sexes nous montre que la subversion égalitaire est passée à une nouvelle étape de son développement. Après la liquidation des derniers vestiges de l'ordre politique traditionnel, c'est au tour de l'ordre social d'être ébranlé. La nature elle-même, dont l'existence des hommes et des femmes avec leur physiologie et leur psychologie différentes est la manifestation la plus évidente, est niée.

Quels arguments opposer à ce rouleau compresseur de l'égalitarisme ? Remarquons pour commencer que la tradition libérale elle-même peut nous servir de point d'appui, au moins en ce qui concerne la lutte contre les politiques de quotas et la discrimination positive. Il s'agit certes d'un appui précaire mais ne nécessitant pas une refonte du système des valeurs de l'interlocuteur à convaincre.

Critique libérale

Un auteur comme Hans-Hermann Hoppe par exemple, économiste américain d'origine allemande, professeur à l'université du Nevada, anarcho-capitaliste et monarchiste, - c'est à noter ! -, n'hésite pas à écrire que la possibilité de discriminer est « la condition même de la liberté et de la civilisation »¹. Pour Hoppe, empêcher un employeur de choisir pour un poste un homme plutôt qu'une femme, un compatriote plutôt qu'un étranger, etc., c'est tout simplement nier la propriété privée. Il poursuit : « Ce ne sont plus les propriétaires privés mais les hommes de l'État qui décident désormais qui peut entrer et sortir, et faire ou laisser faire quoi, dans les entreprises privées, les auberges, les clubs et même les ménages. » Le même raisonnement peut s'appliquer au vote et à la négation de la liberté du citoyen.

Cela dit, l'inconvénient de la critique libertarienne de l'égalitarisme est qu'elle s'alimente aux mêmes sources que ce dernier en faisant de la liberté individuelle la valeur suprême. Comment dans ces conditions lutter contre l'aspiration fondamentale de l'individu moderne à s'autodéterminer ? Abattre les obstacles à cette possibilité pour l'individu de se faire lui-même, d'échapper aux cadres préparés pour lui par les circonstances, par la liberté des autres individus, par la tradition ou par

la nature, n'est-il pas justement le but des lois antidiscriminatoires ? Même si jouer la liberté contre l'égalité peut d'abord paraître séduisant, c'est plus fondamentalement vers la pensée contre-révolutionnaire, vers la notion de Bien commun et vers les conceptions traditionnelles de l'individu, de la personne et de l'État qu'il faut nous tourner pour espérer contrarier la mécanique niveleuse de la modernité.

Un des exposés les plus clairs et les plus complets de cette doctrine se trouve dans les chapitres III (« *Personnalité, liberté, hiérarchie* ») et IV (« *État organique, totalitarisme* ») d'un ouvrage essentiel de Julius Evola, *Les Hommes au milieu des ruines*, ainsi que dans le chapitre III (« *Dissolution de l'individu* ») d'une autre œuvre du même auteur, *Chevaucher le tigre*. Le penseur italien y oppose l'individu (pure unité quantifiable, plus petit dénominateur commun entre les personnes, aspect finalement assez négligeable de la réalité humaine) et la personne (l'individu différencié selon le sang, la culture, l'éducation, le rang, le sexe).

La vraie personnalité

Il y démontre que la vraie personnalité, conformément à l'étymologie du mot *persona*, « le masque », est le contraire de l'individualisation. Elle consiste pour l'individu dans l'acquisition d'une forme, au sens aristotélicien du terme, c'est-à-dire d'une identité et d'une certaine typicité (participation à un type d'être, à une nature, par exemple la nature masculine ou la nature féminine, entendues non seulement au plan biologique mais également au plan symbolique et métaphysique). Quant au corps social, il ne faut pas se le représenter comme une poussière d'atomes égaux et interchangeables (vision commune aux démocraties et aux régimes totalitaires) mais comme un organisme vivant, dont les éléments sont fortement différenciés par leur valeur et leur fonction. Dans une telle conception, personnes, société et État sont fondés sur les différences et les complémentarités des personnes et des groupes sociaux. Quant aux hiérarchies et aux inégalités, elles sont reconnues comme des bienfaits dans la mesure où elles concourent à l'harmonie de l'ensemble ou Bien commun. Sans la restauration d'une telle vision de l'ordre politique et social, sans une défense courageuse de la notion chère à Maurras de « *l'inégalité protectrice* », sans une contestation du thème central de la modernité qui est le rejet de la dépendance à l'égard d'un ordre qui n'est pas fait de mains d'homme, tous les combats contre les revendications les plus absurdes de l'égalitarisme, dont le féminisme est un des meilleurs exemples, se condamnent à l'échec. ■

Stéphane Blanconnet

¹ Entretien accordé à l'hebdomadaire allemand Junge Freiheit en juillet 2005.

✓ Article d'abord publié sur le blogue de l'auteur : www.a-rebours.fr



L'égalité : une norme incontournable...

Paris n'est pas une boîte de nuit !

À l'appel de l'Action française et de différents mouvements nationalistes ou catholiques, deux cents personnes (des jeunes majoritairement) se sont regroupées dimanche afin de repousser la manifestation des "milices gays" sur le parvis de Notre-Dame. Quelques moments majeurs...

13 heures - Arrivée en petits groupes d'une dizaine de militants de l'Action française sur le parvis. Sont déjà présents au moins une centaine de jeunes mobilisés pour "l'événement", dispersés sur la place Jean-Paul II. Les forces apparaissent en nombre.

14 heures - On compte maintenant plus de deux cents personnes mobilisées contre tout ce qui détruit les fondations de la société basée sur la complémentarité et la fécondité de la relation homme-femme. Tout le monde se regarde, se cherche, se repère reste vigilant quant à une éventuelle action des "intégristes gays".

14 h 25 - Une trentaine de provocateurs décident de lancer un "kiss in" improvisé sur le parvis de la cathédrale. La jeunesse parisienne accourt alors vers le fond du parvis afin de les repousser. Les forces de l'ordre, dépassées, tentent de les protéger. Les pro-



vocateurs violents sont ensuite vivement repoussés hors de la place sous les huées de la foule de plus en plus nombreuse.

14 h 30 - L'AF distribue des tracts pour sensibiliser les Parisiens à ce genre de provocation.

Merci aux militants et sympathisants d'AF, ainsi qu'à tous les Français de bonne volonté qui sont venus dénoncer toutes les tentatives de destruction de notre société et les nouvelles définitions de la famille proclamées par les pouvoirs publics ! ■

Une nouvelle section

Le cercle Kleber Haedens vient de donner naissance à la section étudiante Hauts-de-Seine-Nord de l'Action française. Nous souhaitons bon vent à tous ces jeunes et dynamiques étudiants ! Un premier cercle s'est déroulé dans une ambiance chaleureuse, réunissant

huit militants de la section ainsi que deux cadres du mouvement. Des lignes directrices ont été tracées afin de définir notre future conduite, nos idées, nos envies pour notre jeune section afin de lui dessiner ensemble un bel avenir. Beaucoup de projets en perspective pour l'année 2010 qui commence (et s'annonce) fort bien ! ■

<http://afe92nord.over-blog.com>
royco92@gmail.com



L'AF sur la Toile

La présence de l'AF sur la Toile évolue. Développé depuis plusieurs années grâce au dévouement et au talent de nombreux étudiants, le blog AFE se transforme et devient "le" site du Centre royaliste d'Action française. Il sera naturellement appelé à s'étoffer peu à peu. Merci à tous les visiteurs et contributeurs qui nous manifestent régulièrement leur intérêt ou leur soutien ! Notez que l'URL de notre site est maintenant www.actionfrancaise.net ■

Vidéos en ligne

Cette année, toutes nos conférences sont filmées : retrouvez l'intégralité des vidéos sur Internet : recherchez "AFprod2" sur Dailymotion.



Décès

Nous avons le regret de vous faire part du décès, à l'âge de 87 ans, le 24 décembre 2009, de **M^{me} Anne-Marie Defosse**, fi-

dèle abonnée de notre journal dont elle avait repris l'abonnement au décès de son mari en 2000. Ses obsèques religieuses ont été célébrées le mardi 29 décembre en l'église Notre-Dame de Doullens (Somme), sui-

vies de l'inhumation - auprès de son mari, M. Maurice Defosse - dans le cimetière de Varennes-en-Croix. L'Action française présente à son fils, M. Thierry Defosse, ses sincères condoléances et l'assurance de sa vive sympathie.

Centre royaliste d'Action française

10 rue Croix-des-Petits-Champs 75001 PARIS
communication@actionfrancaise.net

Président	Responsable opérationnel	Coordination provinces
Olivier Perceval	François Bel-Ker	Philippe Castelluccio
Secrétaire général	Communication	Militantisme
Romain Hellouin	externe	Jean-Baptiste de l'Aviath
Trésorier	Communication	Formation
Giovanni Castelluccio	interne	Olivier Perceval,
Secrétaire administratif	Philippe Castelluccio	Erwan Bloüet
Marie-Suzanne de Benque d'Agut	François Lamy	Marc Savina

Conférence à Paris

Vendredi 19 février : *Le féminisme, dernier avatar de l'égalitarisme* par Stéphane Blanchonet, président du Comité directeur de l'Action française.

Rendez-vous à 19 h 30, 10 rue Croix-des-Petits-Champs, Paris 1^{er} (métro Palais-Royal).



Conférence à Nice

Le prochain cercle niçois se tiendra pendant la trêve du tournoi des Six nations ! (On pense à tout...) **Rendez-vous le samedi 20 février à 18 h 30** aux Husards bleus, à l'angle de la rue de France et de la rue Saint-Philippe à Nice. Cette conférence sera animée par Xavier sur le thème : "Qu'est ce que l'identité nationale ?" La fin du grand débat voulu par le président Sarkozy et orchestré par Eric Besson est pour nous l'occasion de reprendre et d'approfondir la conception maurrassienne de la nation et de la nationalité.



Un débat-apéritif suivra cette conférence, et, ceux qui le souhaitent pourront rester dîner. ■

Renseignements : nice.royaliste@gmail.com

Autocollants

Le nouveau matériel militant vous attend ! (Autocollants, affiches...) N'hésitez pas, profitez-en !



Ventes à la criée

Vous rêvez de devenir camelots ? Ne rêvez plus : venez vendre le journal avec nous !



Adhésions

N'oubliez pas votre adhésion ! Le montant de la cotisation est de 32 euros pour un an (demi-tarif pour les étudiants, chômeurs ou ecclésiastiques), la moitié étant reversée à la section locale de votre choix. Les petits fleuves faisant les grandes rivières, c'est cette ressource indispensable qui nous permet de monter nos projets. Alors, adhérez et faites adhérer ! Adhésion à retourner au CRAF, 10 rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris.

Pour Sainte-Odile et Sainte-Germaine, prendre contact avec Philippe Castelluccio au 06 35 50 50 68 ; pour Maubert-Mutualité et le Quartier latin, écrire à Frédéric Wincler, fredericwincler@yahoo.fr ; pour les autres ventes partout en France, appelez Jean-Baptiste de l'Aviath au 06 81 55 36 78.

□ JEAN-CHRISTIAN PETITFILS

Du nouveau sur l'assassinat d'Henri IV

Il y aura 400 ans, le 14 mai, que fut assassiné Henri IV. Ravaillac avait-il été manipulé ?

Jean-Christian Petitfils nous raconte comment il a tenté de percer le mystère d'un crime.

À l'origine de l'enquête : la découverte d'un indice jusqu'alors inexploité.

L'ACTION FRANÇAISE 2000 - Est-il possible, après quatre siècles et tant de thèses contradictoires, de résoudre l'affaire ?

JEAN-CHRISTIAN PETITFILS - C'est la découverte d'un document capital qui n'avait pas été exploité par les historiens, en l'occurrence une lettre du 23 juin 1610 de l'ambassadeur de Genève à Paris, Jacob Anjorant, qui m'a mis sur une nouvelle piste. Ce document était comme la pièce manquante du puzzle. Des noms, des faits précis y sont cités.

Des avertissements que le roi n'écoutait pas

L'AF 2000 - Ravaillac n'était pas le premier à tenter de frapper Henri IV. Pourquoi a-t-il réussi ?
J.-C.P. - Par un triste concours de circonstances : la décision du roi, dans l'après-midi du 14 mai 1610, de se rendre en carrosse à l'Arsenal, chez son principal ministre, Sully, son refus de prendre une escorte de gardes du corps et un embarras de charrettes survenu dans la fatale rue de la Ferronnerie.

L'AF 2000 - Vous insistez sur les événements singuliers qui précèdent le drame. Comment expliquez-vous ces avertissements dont le roi ne tint pas compte ?
J.-C.P. - On lui avait en effet prédit qu'il mourrait dans un carrosse à la première grande cérémonie, qu'il devait se méfier du 14. Le jour même il avait reçu un billet anonyme lui disant : « Sire, ne sortez pas ce soir ! » Cela le rendait nerveux et inquiet, mais aussi fataliste, après la vingtaine d'attentats dont il avait été l'objet. Au dernier moment, je pense qu'il a voulu braver le destin en refusant à son capitaine des gardes de l'accompagner.

L'AF 2000 - Vous envisagez que Ravaillac précéda d'autres assassins. Des gens avaient intérêt à tuer le roi. Est-il possible qu'ils aient manipulé un illuminé ?
J.-C.P. - D'après la lettre d'Anjorant, deux tueurs au moins sont venus des Pays-Bas espagnols et ont dû rejoindre à Paris des agents de l'archiduc Albert de Habsbourg déjà en place. Plusieurs indices permettent de penser que ces gens ont rencontré l'illuminé d'Angoulême à Paris au hasard des auberges. Celui-ci était arrivé dans la capitale vers le 18 avril. Les sicaires de Bruxelles avaient tout intérêt à le pousser en avant, à lui faire faire le "travail" à leur place, quitte à l'éliminer ensuite. C'est ce qu'ils tentèrent, semble-t-il. Un mystérieux groupe de huit à dix personnes à pied et de deux à cheval, toutes armées, s'était précipité sur lui rue de la Ferronnerie. Il fallut crier à ces gens

Biographe de Louis XIII, Louis XIV, Louis XVI, du Régent, mais aussi de M^{me} de Montespan, de M^{lle} de La Vallière, Jean-Christian Petitfils s'est imposé comme l'un des plus brillants historiens actuels et comme l'un des grands dix-septiémistes. Il sait à merveille allier un art parfait du récit à des sources irréprochables utilisées au mieux, l'analyse des caractères et les amples synthèses. En publiant *La Transparence de l'aube, Mémoires apocryphes de Claire de Maillé-Brézé, épouse du Grand Condé*,

il a également prouvé ses dons de romancier. Renouant avec un certain goût pour les énigmes historiques, qu'il avait déjà manifesté en consacrant des études au Masque de fer, et en même temps qu'une étude sur l'affaire des Poisons, il publie, à quelques mois du cinquième centenaire du drame du 14 mai 1610, *L'Assassinat d'Henri IV*, véritable enquête policière qui fait brillamment le point sur nos connaissances et propose une solution peut-être définitive. ■



Jean-Christian Petitfils, un brillant historien



que le roi n'était que blessé pour les disperser. La justice les rechercha, jamais elle ne les trouva...

Complot flamand

L'AF 2000 - Vous excusez le duc d'Épernon, la reine Marie, le roi d'Espagne... et désignez un coupable. Comment se fait-il, alors qu'il est celui à qui le crime profitait le plus, que vos prédécesseurs l'aient négligé ?
J.-C.P. - Les historiens, du moins ceux qui n'ont pas cru que Ravaillac avait agi seul, ont été obnubilés par les déclarations d'une certaine Jacqueline d'Escoman accusant le duc d'Épernon, l'un des plus puissants seigneurs du royaume, et la marquise de Verneuil, ancienne favorite du roi tombée en disgrâce, d'avoir poussé au crime le visionnaire fou. Ils n'ont pas étudié de près le procès de cette femme, qui s'avère être une aventurière mythomane, accusée d'avoir abandonné son enfant sur le pont Notre-Dame. Toutes ses assertions ont été vérifiées : toutes se sont avérées fausses. Elle n'a jamais hébergé Ravaillac avant le crime, n'a jamais été la confidente de M^{me} de Verneuil.

Quant à Marie de Médicis, il est sûr qu'elle ne fut pour rien dans la mort de son mari. Mais un complot peut en cacher un autre. Celui de l'archiduc me paraît beaucoup plus fondé : Henri IV devait partir le 19 mai pour Châlons-en-Champagne et prendre la tête d'une armée d'in-

vasion de 37 000 hommes. Le Béarnais, en effet, avait décidé de porter secours à deux princes protestants, l'électeur de Brandebourg et le comte palatin de Neubourg, en conflit avec l'empereur Rodolphe II à propos de la succession des duchés rhénans de Clèves et Juliers. Il s'apprêtait à franchir de force la frontière du Luxembourg, territoire dépendant de l'archiduc. Son plan était de faire un détour par Bruxelles, où se trouvait enfermée sa tendre égérie, Charlotte de Montmorency, princesse de Condé, âgée de quinze ans, dont il était follement amoureux. Il voulait l'enlever. C'était en quelque sorte une réédition de la guerre de Troie, avec la Belle Hélène comme enjeu !

L'AF 2000 - L'entourage de la régente a compris d'où venait le coup, mais tous, même l'intègre président de Harlay, ont regardé ailleurs. Pourquoi ?

J.-C.P. - Mettre en cause Albert de Habsbourg, après la brutale disparition du monarque et la fragilisation du pouvoir qui s'en était suivi, eût été d'un grand risque. La situation, aussi bien interne qu'internationale, ne le permettait pas. La régente et ses ministres n'avaient pas les reins assez solides pour poursuivre la politique audacieuse d'Henri IV. Il fallait garder le secret. C'est la raison pour laquelle un des spadassins présumés du commando flamand, qu'on avait arrêté le 29 mai en possession d'un couteau et de lettres compromettantes, fut interné à la Conciergerie. Il y

mourut probablement, sans qu'on osât jamais commencer son procès. Ce « *vaunéant de maçon* », note le vieux chroniqueur Pierre de L'Estoile, était « *pensionnaire de l'archiduc* »...

La piste convaincante

L'AF 2000 - A-t-on "fait le ménage" dans les archives pour effacer les traces ?

J.-C.P. - L'Espagne ne fut pas au courant du complot (il n'était pas dans les intentions de Philippe III de tuer Henri IV). À la tête des Pays-Bas espagnols, Albert et son épouse, l'infante Isabelle Claire Eugénie, fille de Philippe II, jouissaient d'une certaine autonomie. Mais, quand le cabinet espagnol comprit d'où venait le coup, il réagit avec son efficacité coutumière. Toutes les archives dépendant de la maison d'Autriche, celles de Madrid, Vienne, Bruxelles, Turin, furent soigneusement épurées pour la période allant d'avril à juin 1610.

L'AF 2000 - Pouvez-vous nous raconter comment, malgré tout, vous avez remonté cette piste, qui paraît si convaincante ?

J.-C.P. - En écrivant ma biographie de Louis XIII, j'avais été frappé par le rapport d'un diplomate français écrit en 1611, Jean de Villiers-Hotman, montrant que, huit, dix, douze, quinze jours avant la mort du roi, on en parlait dans les Pays-Bas espagnols comme d'un fait accompli. Le crime devait avoir lieu après le couronnement de Marie de Médi-

cis, connue pour ses opinions pro-espagnoles. Il s'agissait d'empêcher le parti protestant, conduit par le duc de Sully et ses amis, de s'emparer des leviers de commande. Or, ce couronnement fut reporté à plusieurs reprises, d'où les fuites et les rumeurs. Même la petite Charlotte, internée au palais de Coudenberg, en sut quelque chose, puisqu'elle avait écrit au début de mai à son « *chevalier* », à son « *cher cœur* », de se méfier de ses ennemis qui « *aspiraient à lui ôter la vie, ne voyant d'autre moyen de se préserver de ses armes* ».

Tel fut le point de départ de mon enquête. La découverte de la lettre de Jacob Anjorant dans un recueil de pièces publiées au XIX^e siècle me confirma dans l'existence d'un complot flamand. Celui-ci était mené, pour le compte de l'archiduc, par un officier franc-comtois et son adjoint. À ce complot Ravaillac n'avait pas été mêlé, du moins au départ.

Naissance de la légende henricienne

L'AF 2000 - Vous êtes dur avec Henri IV, à cause de sa passion pour la princesse de Condé. Vous dites même que Ravaillac a épargné au roi l'impopularité qui le guettait...

J.-C.P. - On se saurait refuser à Henri le qualificatif de grand. Il était très intelligent, prompt, souple d'esprit, habile politique, clairvoyant, tolérant. Mais quand il tombait amoureux d'une femme, c'était l'homme le plus imprévisible du monde. Au lieu de régler par la négociation les affaires de Clèves et de Juliers, le brusque départ pour Bruxelles de son neveu le prince de Condé et de son épouse le poussa à se lancer dans cette guerre incertaine, insensée, le mettant aux prises avec l'empereur germanique et l'Espagne, son alliée. Or, la France, en dépit de la relative prospérité rétablie par Sully, était en convalescence. Ses armées n'étaient pas en mesure de se mesurer à eux. S'il n'avait pas été assassiné en 1610, l'appréciation sur son règne eût été sans doute différente.

L'AF 2000 - Comment, finalement, les Bourbons ont-ils fait de la mort tragique du fondateur de la dynastie un atout politique, puis un mythe capable de survivre à la Révolution ?
J.-C.P. - Nul doute que le meurtre d'Henri IV ait contribué au renforcement de l'absolutisme. Les théoriciens de la monarchie se sont mis à exalter comme jamais la puissance absolue des rois, leur majesté, la plénitude de leur souveraineté, leur droit divin. Sans Ravaillac, y aurait-il eu Bossuet ? Par ailleurs, la tragédie du 14 mai 1610 a magnifié la victime, fait croire à l'âge d'or disparu. On en oublia les faiblesses du héros, son exubérance brouillonne, ses fanfaronnades, sa conduite inconséquente avec ses maîtresses, sa constante duplicité dont beaucoup avaient souffert. Le couteau du sombre Angoumois a bien fait naître la légende henricienne.

Propos recueillis par
Anne Bernet